

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI

**MODERNISATION
REFORME DU SOUTIEN
DU COMBATTANT**

M 01139 - 352 - F: 3,00 € - RD



AFGHANISTAN

**MEDIAS ET
FORCES ARMÉES**

ENJEUX

**LA GEOPOLITIQUE
DU CAUCASE**

DOSSIER

**LA COOPERATION
FRANCO-AFRICAINE**

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

HOMMAGE

4 Général Bigeard

FORCES EN ACTION

6 Le Génie s'attèle aux écoles

12 Portrait

14 Opérations intérieures : les inondations à Draguignan

12 Les opex en bref

18 Portfolio

ENJEU

20 Le Caucase : interview de Jean Radvanyi, professeur à l'INLCO

MODERNISATION

24 Un guichet unique pour le soutien du combattant

FOCUS DÉFENSE

28 Médias et forces armées en Afghanistan

32 Interview du général Abrial

34 Handicap : former les sourds et les entendants

36 Tchad : un Mirage chasse l'autre

38 Fiche technique : l'RSEM

40 Protection rapprochée pour les thoniers français

44 Repères

DOSSIER

46 Vers une nouvelle coopération franco-africaine

48 Aider l'Afrique à construire la paix

52 Des actions militaires sous tutelle des Affaires étrangères

55 Le Burkina Faso s'appuie sur l'instruction made in France

58 Le général, l'élève officier et la France

INDUSTRIES ET TECHNOLOGIES

62 Eurosatory

PERSPECTIVES

64 Document photo

65 Histoire

KIOSQUE

66 Sélection

ENJEU point de vue

20 **Le Caucase est un axe géostratégique fondamental, qui ouvre un accès à la fois au grand Moyen-Orient et à l'Asie centrale**

«Le Caucase est un axe géostratégique fondamental, qui ouvre un accès à la fois au grand Moyen-Orient et à l'Asie centrale»

Jean Radvanyi, professeur à l'Institut national des langues et cultures orientales




Le Caucase est un axe géostratégique fondamental, qui ouvre un accès à la fois au grand Moyen-Orient et à l'Asie centrale. Cette région, située entre l'Europe, l'Asie et le Moyen-Orient, est devenue un enjeu majeur pour les grandes puissances. Elle est traversée par des routes commerciales importantes et est riche en ressources naturelles. Le Caucase est également une zone de tensions géopolitiques, avec des conflits armés en cours dans plusieurs pays de la région. Les grandes puissances cherchent à influencer la région pour protéger leurs intérêts et assurer leur sécurité.

20 **ENJEU**

Le Caucase, axe stratégique

Pour Jean Radvanyi, professeur à l'Institut national des langues et cultures orientales, le Caucase ouvre un double accès au grand Moyen-Orient et à l'Asie centrale.

FOCUS défense

28 **Médias et forces armées en Afghanistan**

Depuis la mort de dix soldats français à Herat en 2008, les journalistes occidentaux ont pu accéder à la zone. Ils ont pu constater que, si elle est toujours en proie à la violence, l'Afghanistan a connu une certaine stabilité relative.

La liberté d'expression des journalistes

Les journalistes occidentaux ont pu accéder à la zone. Ils ont pu constater que, si elle est toujours en proie à la violence, l'Afghanistan a connu une certaine stabilité relative. Les médias ont un rôle crucial à jouer dans la reconstruction de la société afghane. Ils doivent être protégés et encouragés à exercer leur liberté d'expression.



Les médias ont changé, les militaires se sont adaptés. Avec le souci constant d'acquiescer à leur engagement, ils ont conclu.

28 **FOCUS**

Afghanistan : accueillir les médias

Depuis la mort de dix soldats français à Uzbeek, en 2008, le nombre de journalistes qui convrent le conflit a doublé. Les militaires se doivent de les accueillir, tout en préservant leurs capacités opérationnelles.

DOSSIER

46 **FRANCE - AFRIQUE VERS UNE NOUVELLE COOPERATION**



La France et l'Afrique ont une longue histoire de coopération. Cette coopération est devenue de plus en plus importante au cours des dernières décennies. La France apporte son expertise militaire et son soutien technique à ses partenaires africains. Cette coopération est essentielle pour assurer la stabilité et la sécurité en Afrique.

46 **DOSSIER**

Coopération franco-africaine

En ce cinquantenaire des indépendances, quelles sont les nouvelles formes de coopération entre la France et ses partenaires africains ?

ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction : Directeur de la publication : Laurent Teisseire. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoît Trochu. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. Rédacteur en chef : chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. Rédacteur en chef adjoint : adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (01 44 42 81 66). Conception graphique : Olivier Spadaccini. Secrétariat de rédaction : Yves Le Guludec. Chef des reportages : sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). Rédaction : Carine Bobbera (48 07), Yann Brand (55 05), aspirant (marine) Guillaume Claret (45 83), Julien Fouineau (33 18), enseigne de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Arnaud Hunter-Rousselle (58 72), Samantha Lille (47 27), capitaine (terre) Anne-Lise Louquet (48 01), Linda Verhaeghe (48 26). Prestations intellectuelles : Jean-Claude Jaeger, Pierre Journoud. Service photo : adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), Stéphanie Brandin (48 35), caporal-chef (terre) Christophe Fiard (48 40). Directeur de fabrication : Serge Couplier (01 56 77 23 08). Photogravure : Open Graphic. Impression : Circleprinters. Routage : CRP Commission paritaire n° 0211 B 05686. Dépôt légal : février 2003. Dico - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris.

Contact publicité (ECPAD) : Thierry Lepsch : 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr
 Abonnés (ECPAD) : 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr
 Diffusion : 01 56 77 23 08 / serge.couplier@dico.defense.gouv.fr. Photo de couverture : Arnaud Roiné/ECPAD

Hommage au général

Allocution du Premier ministre, François Fillon - Paris-Invalides - 22 juin (extraits)



Une grande gueule, une belle gueule, une gueule de France s'en est allée.

C'était un 18 juin, une date qui symbolise les valeurs de courage, d'abnégation et de grandeur auxquelles le général Bigeard a voulu être fidèle tout au long de son existence. Il a marqué l'histoire de notre armée contemporaine. De 1939 à 1960, il en a vécu les aventures et les combats. Il en a connu les passions, les fraternités, les mélancolies aussi. Il fut au premier rang dans ses victoires, et même à travers les revers et les infortunes, il sut conquérir des « parcelles de gloire ». Bigeard, c'était un caractère et un style. Un style populaire, un style charismatique, che-

valeresque. C'était un chef admiré, toujours là pour donner l'exemple, respectueux de ses hommes et de leur vie. Il était de celui sur qui l'on s'appuie dans les heures difficiles. Il donna aux « paras » de France une part de leur gloire, leur allure, leur esprit qu'il définissait par la fougue, l'intelligence du combat, le sens du terrain, le flair du danger, le goût de la manoeuvre. Jeune soldat devenu général de corps d'armée, il était l'exemple de l'élévation au mérite qui appartient aux valeurs de notre armée et de notre République. Son charisme rayonna au-delà du cercle de ses hommes. Bigeard incarnait le lien entre notre peuple et son armée. C'est pour affirmer ce lien qu'il accepta de devenir secrétaire d'État à la Défense nationale en 1975, à la demande du Président Valéry Giscard d'Estaing. Il parcourut les champs de manoeuvre et les popotes en retrouvant, dans les yeux de ceux qu'il appelait ses « p'tits gars », le reflet brillant de son propre enthousiasme. Sous l'autorité de son ministre, Yvon Bourges, il engagea le chantier de la modernisation de nos armées et de leurs équipements. Député de Meurthe-et-Moselle entre 1978 et 1988, président de la commission de la défense nationale, il oeuvra pour unir toujours plus fortement le service de l'intérêt public et le respect dû à nos forces armées. Il écrivit, à la fin de sa vie : « *Le vieux soldat que je suis devenu essaie de continuer à servir en puisant certes dans son passé, mais en ayant le regard fixé sur ce que pourrait être demain, et où là comme ailleurs les paras, qui furent toute ma vie, sauront défendre une liberté qui n'a pas de prix.* » Sensible aux grandeurs de notre histoire, il voulait que nous puissions continuer à l'écrire. La popularité qu'il avait acquise dans les circonstances les plus difficiles, il la mit au service du renouveau des moyens, des missions et des valeurs de notre Armée. Il préserva le fil de sa fierté.

La France qui refuse le défaitisme et la médiocrité, la France qui agit au nom de la grandeur, la France qui exige le don de soi, cette France-là battait intensément dans le coeur de Marcel Bigeard.

Marcel Bigeard, soldat de France, que sa famille, ses camarades de combat et la République entourent et honorent aujourd'hui.

Marcel Bigeard



Allocution du ministre de la Défense, Hervé Morin - Toul - 21 juin (extraits)



Oui, mon général, vous symbolisiez l'armée française, son professionnalisme, son exigence pour la mission, mais aussi son esprit de solidarité et de fraternité, et son immense générosité, celle qui se cache, enfouie comme un trésor sous la rigueur apparente du militaire. Mais de notre échange dans votre maison blanche, j'avais aussi retenu comme marque d'encouragement cette belle phrase : pour « être et durer », il faut être « souple comme le cuir et trempé comme l'acier ». Une phrase qui s'applique tant au soldat qu'à l'homme politique. Car si nos compatriotes vous aimaient tant, si vous étiez si populaire dans le

moindre village de France, ce n'est pas seulement parce que vous étiez un rebelle. Ce n'est pas seulement parce que vous incarniez l'esprit français, cet esprit libre, rétif et indomptable, cette volonté tenace de forcer le destin. Ce n'est pas seulement à cause de votre nom, que vous utilisiez souvent en parlant de vous à la troisième personne et qui sonnait comme la France. C'est aussi parce que « de la brousse à la jungle », sur ce nouveau théâtre d'opérations que fut pour vous le monde politique, vous avez toujours porté un même message : l'ambition pour son pays, mais aussi ce qui manque si souvent, la reconnaissance des autres. Dans la brousse, vous vous étiez imposé comme un pionnier. À la tête de vos parachutistes, vous aviez porté à la perfection l'art de conjuguer la performance du matériel et la mobilité des hommes. Vos convictions, vous les avez mises au service des armées françaises, à l'appel du Président Giscard d'Estaing. Dans un monde en perpétuel mouvement, en proie à des influences de plus en plus complexes, dans une société bouleversée par l'après 1968, le Président Giscard d'Estaing avait reconnu en vous l'homme de la situation pour porter avec Yvon Bourges la priorité qu'il avait donnée à la Défense sous son septennat. Il avait reconnu en vous l'homme capable de porter le message d'une modernisation de nos armées sans précédent sous la V^e République. Surtout, il avait reconnu en vous l'homme capable de porter le message de la reconnaissance des femmes et des hommes qui les composent, à un moment où la communauté militaire s'interrogeait. Cette mission, vous l'avez poursuivie inlassablement, au secrétariat d'État à la Défense, et ensuite en tant que président de la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

Mon général, vous qui êtes maintenant « de l'autre côté de la crête », plus qu'un mythe, plus qu'une légende, c'est un enseignement que vous laissez. C'est l'exemplarité du chef que vous léguez en héritage à tous les jeunes soldats, sous-officiers et officiers de France.

Retrouvez l'intégralité de ces deux discours sur www.defense.gouv.fr

FORCES en action



Haïti : le génie s'attèle aux écoles



Au cœur de Port-au-Prince en ruines, les militaires des 2^e et 5^e régiments du génie et du Service militaire adapté des Antilles enchaînent les chantiers. Mission leur a été attribuée de démolir ce qui reste des bâtiments scolaires ravagés par le séisme du 12 janvier, de déblayer les gravats et de préparer les conditions de leur réhabilitation.

Par Cynthia Glock. Photos : Johann Peschel / ECPAD



« Notre travail n'est qu'une goutte d'eau, mais les Haïtiens nous font sentir qu'il est utile. »

Dans leur uniforme impeccable, certains élèves ont pu reprendre les cours. Les autres devront attendre que les ruines de leur école soient déblayées et que des classes de fortune soient élevées pour les accueillir.





Une foule dense, des minibus bigarrés qui filent à toute allure, des étals de marché débordant de fruits et légumes : la vie a repris des couleurs, en Haïti. Pourtant, jonché de bâtiments en ruines, Port-au-Prince garde des allures de ville bombardée depuis le séisme du 12 janvier dernier. Au cœur de cette plaie béante, les militaires des 2^e et 5^e régiments du génie (RG) et ceux des 1^{er} et 2^e régiments du service militaire adapté (RSMA) des Antilles ont travaillé chaque jour, de fin mars à début juin, à la démolition, au déblaiement et la réhabilitation d'établissements scolaires. C'est le cas de l'Université de Port-au-Prince. Un gigantesque tas de gravats que découvre la section du sergent-chef Annunziato en arrivant sur les lieux. Dans ce bâtiment qui comptait cinq étages, 800 étudiants ont trouvé la mort le jour du cataclysme. Aujourd'hui, des enfants extraient des morceaux de ferraille des blocs de béton épars qu'ils revendront pour quelques gourdes, la monnaie locale. À l'arrivée des engins, ils s'éloignent. Les militaires créent un périmètre de sécurité pour permettre aux machines de circuler.

Sauvée par son retard

Une énorme pelle hydraulique fait son apparition. Sans sourciller, le caporal-chef Lemey plonge le godet géant qui se balance au bout du bras articulé dans les débris, qu'il déverse dans la benne d'un camion. Soudain, le soldat stoppe son engin et saute hors de la cabine. « *Un corps humain !* », lâche-t-il en indiquant un point à terre. « *Ok, on y va doucement pour le dégager*, répond le chef de chantier. *J'appelle le prévôt pour constater.* » Les Français trouvent encore régulièrement des restes humains, en général réduits à des ossements. « *On en a déjà découvert une centaine*, indique le sergent-chef. *Mais on ne s'y habitue pas vraiment.* » Ganté, un auxiliaire sanitaire s'approche pour rassembler les os exhumés et les place dans un sac mortuaire. Une carte d'étudiant est retrouvée à proximité. Les soldats veillent à ce que les enfants qui passent aux alentours ne voient pas la scène. « *Un second traumatisme n'est pas nécessaire...* », souffle l'un d'eux. Une jeune femme s'approche pourtant. Elle explique qu'elle était étudiante ici. « *Le 12 janvier était jour d'examens. J'ai eu la chance d'arriver en retard* », confie-t-elle simplement, avant de poursuivre son chemin.

Plus loin, un convoi militaire traverse le Champ de Mars, la place principale de la ville. D'un côté, à demi effondré, le Palais présidentiel. ■■■



Ci-dessus : Dans un Port-au-Prince en ruines et surpeuplé, les engins du génie circulent avec la plus grande prudence.
À droite : Des enfants extraits de la ferraille qu'ils revendront pour un peu d'argent.
Ci-dessous : La destruction des ruines exige de grandes précautions, pour les militaires comme pour la population.





■ ■ ■ En face, un enchevêtrement de tentes, sous lesquelles des milliers de personnes sont installées. Le sergent Compère et son groupe de travaux se dirigent vers deux rues étroites, impraticables à cause des gravats qui s’y amoncellent. « *Demain, la démolition d’un collège commencera derrière ces rues*, explique-t-il. *Nous devons déblayer pour que les engins puissent accéder au site.* »

Brouettes et camions-bennes

Piétons, deux-roues et voitures ne cessent de se faufiler entre ruines et machines. Pour se frayer un chemin dans cette « jungle » urbaine, les conducteurs de pelles et de camions doivent faire preuve de sang-froid. À l’ombre d’un toit qui menace de s’écrouler, des vendeurs ont étalé leurs marchandises. « *Il y a deux jours, une réplique du séisme a fini de faire tomber des parpaings au même endroit*, se souvient le sergent, planté au milieu de la rue sous un soleil de plomb. *Un homme qui se trouvait en-dessous a été tué.* »

Par rotations de deux, les camions-bennes remplissent leur 15 m³ en quelques minutes, puis vont vider leur chargement sur une berge près du port, où finissent toutes les ruines de la ville. Malgré l’efficacité des sapeurs, les engins progressent à pas de tortue dans la rue. « *Les habitants déchargent des brouettes entières à longueur de journée*, explique le sergent. *Ils savent que nous pouvons nettoyer tout cela en quelques heures. Nous sommes là pour les aider.* » Tout cela dans la bonne humeur : les habitants ne cessent de remercier les Français, offrant leur plus beau sourire et proposant souvent leur aide.

À la fin de la journée, sur le chantier de l’Université comme dans les rues du centre-ville, les hommes laissent place nette derrière eux. Demain, le groupe de démolition pourra accéder à son nouveau chantier. Pour l’instant, les sapeurs rentrent au camp. Implanté à la périphérie de Port-au-Prince, ce dernier jouxte une cimenterie qui tourne à plein régime, crachant sans discontinuer une épaisse poussière grise. Les militaires occupent la moitié des 1 000 m² du terrain, l’autre moitié est dédiée aux 80 engins de chantier.

Le lourd ballet des machines reprend le lendemain matin à 6 h 30. Comme chaque jour, quatre à cinq chantiers sont menés simultanément. Trois quarts d’heure après le départ du camp, le groupe du sergent-chef Annunziato découvre le nouveau site. À terre, un panneau peint à la main indique « Collège Jean-Paul II ». L’entrée est à peine assez large pour permet-

tre au brise-roches, un monstre de 17 tonnes dont le bras se termine par un marteau-piqueur démesuré, d’entrer dans la cour. Le chef et ses hommes pénètrent à l’intérieur du bâtiment, les yeux rivés sur les fissures et les poutres effondrées. « *Nous devons nous assurer qu’il n’y a personne. Puis songer à la meilleure façon de faire tomber cette ruine sans danger.* » Derrière le mur d’enceinte, en effet, se trouvent des habitations de fortune, d’où s’extirpent des gamins curieux. Une jeune fille les rejoint. « *Avant le séisme, je terminais mon école d’infirmière* », apprend-t-elle aux soldats. Aujourd’hui, elle se demande où chercher du travail. Poursuivant son inspection, le sergent-chef tombe sur trois peluches poussiéreuses, qu’il met de côté sans trop savoir pourquoi. À terre traînent des cahiers de cours ouverts, noircis d’écritures d’enfants. « *Il faudra commencer par démolir le plafond pour affaiblir les structures* », lance-t-il à ses hommes. Le caporal-chef Lemey grimpe dans la cabine du brise-roches. Avec dextérité, il manie simultanément ses trois commandes : une manette pour pivoter sur son axe, l’autre pour diriger le bras articulé, et une commande au pied pour actionner le marteau-piqueur. Bientôt, ce dernier s’enfonce de toute sa puissance dans le béton, sous les yeux du directeur de l’école, venu saluer les Français. « *En plaçant les bancs sous des tôles à l’ombre, je pense pouvoir rouvrir dans deux semaines* », confie-t-il en souriant, malgré son émotion de voir démolir son école.

Une chanson en cadeau

Certains établissements, plus chanceux, ont déjà repris les cours. C’est le cas de l’école des Sœurs franciscaines, un des premiers chantiers menés par les sapeurs. Les élèves ont classe sous des bâches, en attendant mieux. Le sergent-chef Annunziato décide d’y faire un tour pour saluer enseignantes et enfants, avec qui des liens se sont tissés. Son arrivée provoque une explosion de joie parmi les tout-petits, qui accourent vers lui dans leurs uniformes impeccables. « *Humainement, cette mission est incroyablement enrichissante*, confie le sous-officier, se penchant vers eux en leur tendant les bras. *Même si notre travail n’est qu’une goutte d’eau au vu de tout ce qu’il reste à faire, les Haïtiens nous font sentir que nous sommes utiles.* » Au signal de l’enseignante, les enfants s’alignent et entonnent une chanson, leur cadeau de remerciement. « *C’est pour ces moments-là qu’on se lève chaque matin avec la même motivation* », sourit le sapeur un brin ému. ■

Les autres d'abord

D'origine malgache, Sabrina a découvert le 2^e Régiment de service adapté en Guadeloupe par hasard. Chef d'une filière technique, elle y forme des stagiaires avec autorité et bienveillance.

Tout a commencé par des vacances en Guadeloupe. Cet été 2005, Sabrina Famibelle, Parisienne de 21 ans d'origine malgache, s'envole avec ses parents direction Pointe-à-Pitre. Accueillie par sa tante, qui réside dans l'île depuis plusieurs années, Sabrina évoque avec elle son souhait d'arrêter le lycée pour entrer dans le monde du travail. « *Pourquoi ne pas te renseigner ici, au régiment de service militaire adapté [RSMA] ?* », lui souffle sa tante. Le 2^e RSMA accueille de jeunes volontaires en quête d'une formation professionnelle. Le cadre y est plus strict qu'à l'école. Séduite, Sabrina tente le coup. Au régiment, elle passe des tests de mathématiques et de français, qu'elle réussit haut la main. Sa décision est prise : elle restera en Guadeloupe. En octobre, elle entre donc comme stagiaire au 2^e RSMA, en filière peinture. Intégrer un environnement militaire ne l'inquiète pas plus que ça. « *J'avais déjà l'habitude de me lever tôt et de faire du footing.* » Elle garde seulement un mauvais souvenir des repas, qui fait naître une grimace sur son visage jovial. « *C'était loin d'être aussi bon qu'à la*

maison », sourit-elle. Puis, sérieusement : « *Trouver ma place parmi les stagiaires guadeloupéens n'a pas été facile au début.* » Ses camarades, en majorité des garçons issus de milieux défavorisés, ont connu un parcours difficile. Mais Sabrina ne se laisse pas déstabiliser et fera de cette rencontre

une force. « *Il faut mettre les points sur les i dès le départ,* explique-t-elle simplement. *Et j'ai vite appris le créole d'ici, qu'au début je mélangeais avec le malgache !* » Il faut dire que, en dépit de sa réserve naturelle, Sabrina a un caractère bien trempé. A la fin de son année de stage, elle décide de prolonger l'expérience au 2^e RSMA en tant que volontaire technicienne. Après quatre années sous ce statut d'aide monitrice, Sabrina est aujourd'hui engagée volontaire et chef de la filière peinture du régiment : le caporal-chef Famibelle a sous ses ordres deux groupes de huit stagiaires.

« *Une petite revanche* », concède-t-elle avec un clin d'œil malicieux. C'est avec entrain que Sabrina fait bénéficier de son expérience à « ses gars », comme elle dit. Elle est, non seulement respectée, mais admirée par ses stagiaires, qui la trouvent « *autoritaire mais bienveillante. Toujours là pour nous soutenir, et jamais fatiguée !* »

Placide en apparence, Sabrina est en effet très active, surtout lorsqu'il s'agit d'aider les autres. Un trait de caractère qu'illustre un fait survenu il y a trois ans. Ce jour-là, un

accident de voiture se déroule sous ses yeux. « *J'ai alerté les secours, balisé la zone de l'accident et prodigué les premiers soins à la personne accidentée* », se souvient-elle. Rien que l'évidence, à ses yeux. Pourtant, c'est grâce à son sang-froid que les secours ont pu intervenir dans les meilleures conditions. Depuis, Sabrina a eu maintes fois l'occasion d'aider les autres, au sein du groupe de pompiers volontaires dont elle fait partie et qu'elle rejoint chaque week-end. Et parce qu'elle « *n'aime pas rester les bras croisés* », Sabrina est aussi membre d'une association qu'elle a créée avec huit amis. Leur idée : ouvrir une crèche à Petit-Bourg, en Basse-Terre, pour aider des mamans seules en difficulté. « *Après avoir trouvé les financements, nous avons loué un local et recruté des employés. Nous venons de terminer les travaux de plomberie, peinture, électricité* », détaille-t-elle en toute humilité. Dans quelques jours, la crèche ouvrira ses portes. Devant le succès qui semble déjà auréoler le projet, Sabrina et ses amis

Ses camarades ont connu un parcours difficile. Sabrina fera de cette rencontre une force.

prévoient de « récidiver » dans un autre village isolé qui connaît les mêmes besoins. Quand elle trouve le temps de souffler, Sabrina pense à l'avenir : « *Je vais devenir pompier professionnel, affirme-t-elle avec aplomb. Dès que je serai prête pour les épreuves physiques, je passe le concours !* » Une profession qui ne s'écarte pas de la voie que la jeune femme s'est tracée : celle de l'action et du dévouement aux autres.

Cynthia GLOCK



**Chef de la filière peinture
au 2^e RSMA, Sabrina force
le respect et l'admiration
de ses stagiaires.**

Draguignan : importants moyens

Après les pluies diluviennes qui se sont abattues dans le Var le 15 juin, un millier de militaires, onze hélicoptères, des véhicules de transport et engins de déblaiement ont immédiatement été déployés pour faire face à cette situation d'urgence.

Des pluies diluviennes et meurtrières d'un volume comme il n'en avait pas été enregistré depuis 1827 se sont abattues sur le département du Var le 15 juin en fin de journée, noyant plusieurs communes dans la région de Draguignan.

À ce jour, 26 personnes sont décédées lors de ces inondations. Devant l'ampleur de cette catastrophe, d'importants moyens militaires coordonnés par l'officier général de la zone de défense Sud (OGZD-Sud) ont été rapidement déployés pour porter secours à la population. Le 16 juin, onze hélicoptères de la base aéronavale de Hyères et de l'École d'application de l'aviation légère de l'armée de terre (EAALAT) du Luc-en-Provence ont effectué près de 200 hélitreuillages malgré des conditions météorologiques toujours difficiles. Pendant ce temps, l'École d'application de l'artillerie (EAA) de Draguignan accueillait les postes de commandement de crise de la préfecture et du Service départemental d'incendie et de secours (SDIS), soit environ 400 personnes, tandis qu'un centre d'hébergement d'urgence mis en œuvre par le 21^e Régiment d'infanterie de marine de Fréjus prenait en charge 160 personnes dès la première nuit. Les véhicules de transport de l'EAA ont été réquisitionnés afin de ravitailler en eau et en nourriture les villages alentour. Grâce au déploiement, dans tout le département, de moyens lourds de déblaiement du génie (cinq tractopelles et neuf camions-bennes du 1^{er} Régiment de chasseurs d'Afrique de Canjuers et du 2^e Régiment étranger du génie de Saint-Christol), la circulation a pu être rétablie, rendant possibles l'acheminement des secours et l'évacuation des populations sinistrées.

Depuis le 20 juin, les 900 militaires engagés ont abordé la phase de déblaiement des boues, de distribution d'eau potable, de sécurisation de la zone sinistrée et de rétablissement de l'électricité grâce à des groupes électrogènes.

L'aide des moyens militaires engagés a permis de fournir 1 900 couvertures, 1 000 lits de camp, 2 000 rations de combat et plus de 300 000 bouteilles d'eau à la population sinistrée.

Anne-Lise Louquet



CHRISTELLE HERVÉ / AFP / MARINE NATIONALE

Opération intérieure déployés contre la catastrophe



07/06 - 18/06 AFGHANISTAN : DEUX FRANÇAIS TUÉS AU COMBAT



ADJ Dominique DHE

Le sergent Konrad Rygiel, du 2^e Régiment étranger de parachutistes, et le brigadier Steve Cocol, du 1^{er} Régiment de hussards parachutistes, ont été tués au combat, à quelques jours d'intervalle, en vallée de Tagab, dans la zone d'opération de la Task

Force La Fayette. Le sergent Rygiel est tombé au cours d'un violent accrochage avec les insurgés alors qu'il assurait avec son unité la sécurisation d'une opération médicale d'aide à la population. Quant au brigadier Cocol, c'est un tir indirect frappant le poste

d'observation depuis lequel il participait à la protection du poste de combat avancé (COP) Hutnik, du nom d'un soldat français précédemment tombé en terre afghane, qui lui a coûté la vie. Au cours de ces phases de combat, quatre autres soldats français ainsi qu'un civil afghan ont été sérieusement blessés et pris en charge à l'hôpital militaire français de Kaboul.

Depuis le début des opérations en Afghanistan en 2001, 44 soldats français ont perdu la vie. Au cours des six derniers mois, ce sont 277 soldats étrangers qui ont trouvé la mort en mission. La France compte à ce jour près de 3 750 soldats sur le théâtre des opérations afghan, dont près de 3 500 en Afghanistan même, la plupart stationnés en Kapisa et Surobi.

19/06 CAMEROUN : LES FORCES FRANÇAISES DU GABON RETROUVENT L'AVION DISPARU

Un Casa 212 de la compagnie Cam Iron a disparu, le 19 juin, à la frontière entre le Cameroun et le Congo. Piloté par un Français, l'avion transportait 10 passagers. Le 20, les Forces françaises au Gabon (FFG) ont mis en place une cellule de crise pour venir en aide aux autorités camerounaises et participer aux recherches de l'appareil. Dès 19 h 30, un C160 Transall a débuté les recherches, renforcé par un hélicoptère Cougar le lendemain matin. Le lieu du crash a été



découvert par le C160 français le 21 juin dans l'après-midi. Les opérations d'extraction des corps

et de mise en place de l'enquête ont été lancées par les autorités congolaises avec le soutien des FFG.

13/06 CÔTE D'IVOIRE : MANŒVRES EN MER POUR LICORNE

Au large d'Abidjan, la Force Licorne a conduit des opérations avec le bâtiment de projection et de commandement *Mistral*, engagé dans la mission *Corymbe 103*, composante maritime de la présence française en Afrique de l'Ouest. Les manœuvres conjointes entre le navire et les hélicoptères Puma de Licorne ont permis de qualifier les pilotes de l'armée de terre aux appontages de jour et de nuit. La vingtaine de marins formant la brigade de protection du bord ont également profité de la présence des Puma de la force Licorne pour se requalifier sur les procédures d'intervention et d'embarquement en hélicoptère. Ce type d'exercice en commun

est régulièrement organisé entre Licorne et Corymbe. Le dernier en date l'avait été en mars dernier avec le transport de chalands de débarquement Foudre.

15/06 SINAÏ : FIN DE MISSION POUR L'ARMÉE DE L'AIR

Le CN 235 Casa déployé au Sinaï a effectué sa dernière mission au profit de la Force multinationale et d'observateurs (FMO). Le groupement de transport aérien de la FMO était armé par la France depuis sa mise en place en 1982. Cette mission sera désormais remplie par l'US Air Force.

**31/05 LIBAN :
PASSATION DE
COMMANDEMENT**

Le colonel Cadapeaud, chef de corps du 1er Régiment de tirailleurs d'Epinal, a pris le commandement du groupement tactique interarmes français de la Force intérimaire des Nations unies. Il succède au colonel Couëtoux, chef de corps du 152e Régiment d'infanterie de Colmar.



D.R.

22/06 EMIRATS ARABES : INSTALLATION PROCHAINE D'ALINDIEN

Seul commandement permanent exercé en mer depuis 1973, Alindien, l'amiral commandant la zone maritime océan Indien, s'installera à terre à l'automne, sur l'implantation militaire française des Emirats arabes unis (IMFEAU). Cette évolution intervient dans le cadre de la montée en puissance de cette implantation, qui a été inaugurée par le président de la République en 2009. Un an plus tard, l'IMFEAU est aujourd'hui pleinement opérationnelle. Alindien continuera d'exercer le commandement de la zone maritime depuis la terre, et ses fonctions seront progressivement étendues à celles actuellement assumées par le COMFOR



EAU. Il conservera la capacité d'embarquer à tout moment sur un bâtiment pouvant accueillir tout ou partie de son état-major selon les missions. En tant que COMFOR EAU, Alindien assurera le commandement des forces et des unités stationnées

à l'IMFEAU, en missions temporaires et en transit. Il développera et animera par ailleurs, en partenariat avec l'attaché de défense, la coopération opérationnelle bilatérale avec les EAU et coordonnera la coopération régionale.

**08/06
AFGHANISTAN :
HERMÈS RELÈVE BLACK ROCK**

Le colonel de Mesmay, chef de corps du 21^e Régiment d'infanterie de marine, a reçu des mains du général Chavancy, commandant la Task Force La Fayette, le commandement du groupement tactique interarmes (GTIA) de

Kapisa. Baptisé TF Black Rock durant ces six derniers mois par les militaires du 13^e bataillon de chasseurs alpins, ce GTIA portera désormais le nom de TF Hermès, messenger des dieux chez les Grecs anciens et symbole de la ville de Fréjus, où est basé le 21^e Rima.



C.C.H. D'atér. GEFEROY.

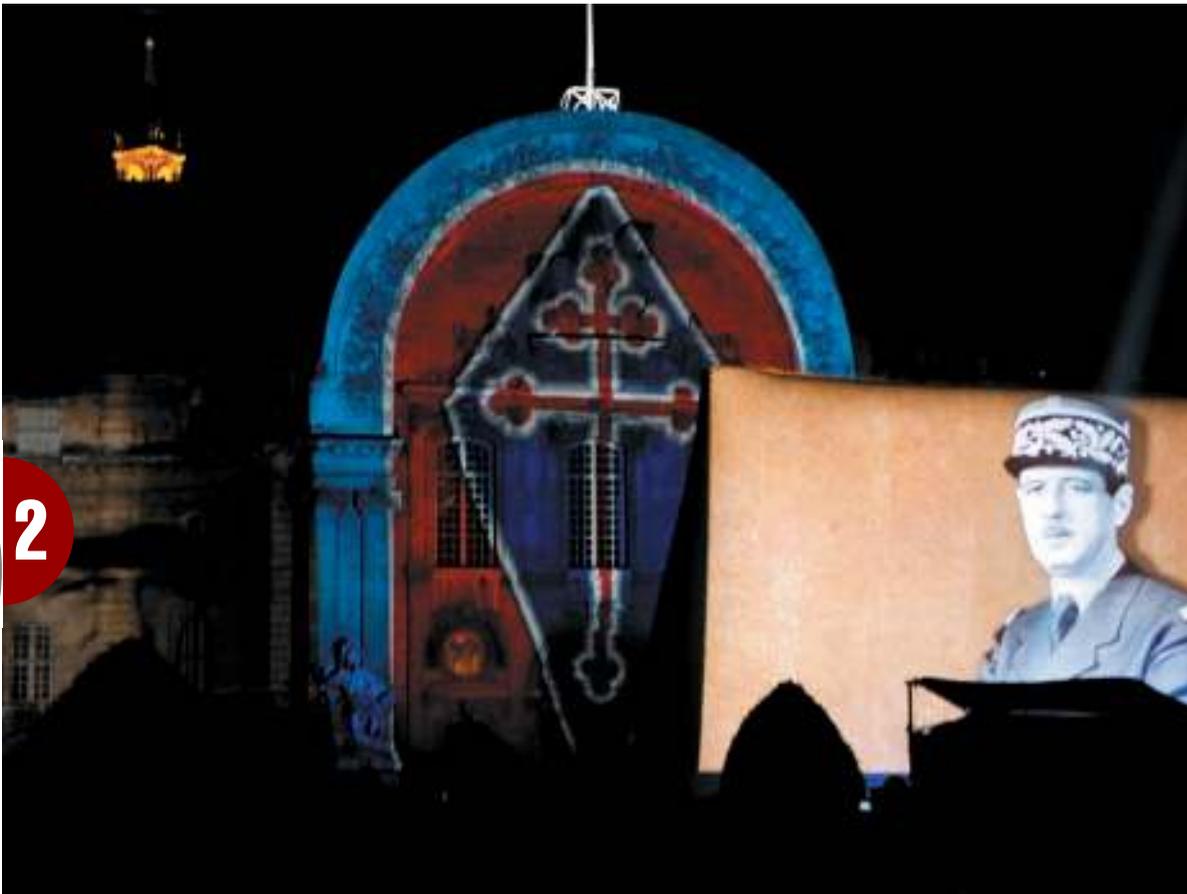
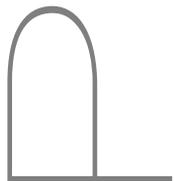
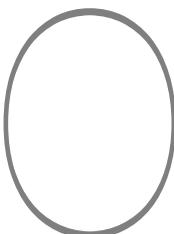
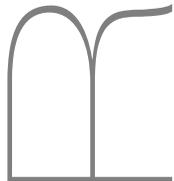
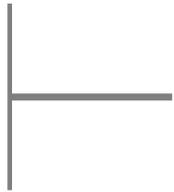
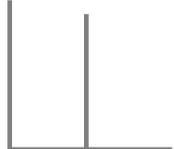
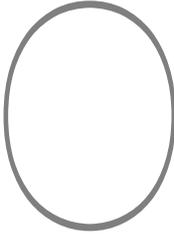
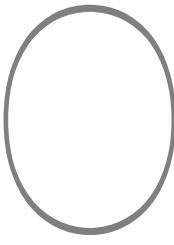
**09/06 SÉNÉGAL : CÉRÉMONIE
DE RESTITUTION IMMOBILIÈRE**



D.R.

Une prise d'armes restituant symboliquement les emprises occupées par les forces françaises au Sénégal s'est tenue sur le camp de Bel Air, à Dakar. Elle marque le point de départ de l'évolution du dispositif français dans le pays. Elle s'est déroulée en présence du général Abdoulaye Fall, chef d'état-major des armées sénégalaises, de l'amiral Combes, sous-chef d'état-

major « relations internationales » de l'état-major des armées, et du général Paulus, commandant les Forces françaises au Cap-Vert. La France conservera, à terme, un pôle opérationnel de coopération d'environ trois cents militaires, dont la principale mission sera d'appuyer la montée en puissance de la Brigade en Attente de la CEDEAO, l'organisation régionale des Etats d'Afrique de l'Ouest.





J.R. DRAH/SIRPA.TERRE



B. BIASUTTO/DICOD

Concert de Musique militaire de l'Île-de-France donné à l'occasion d'un spectacle son et lumière à l'hôtel national des Invalides pour le 70^e anniversaire de l'appel du 18 juin 1940 (1).

Lors de cette commémoration, divers documents évoquant l'épopée de l'appel du général De Gaulle ont été projetés sur les façades des bâtiments devant une foule de plusieurs milliers de personnes. (2,3,4)



B. BIASUTTO/DICOD



B. BIASUTTO/DICOD

Jean Radvanyi, professeur à l'Institut national des langues et civilisations orientales

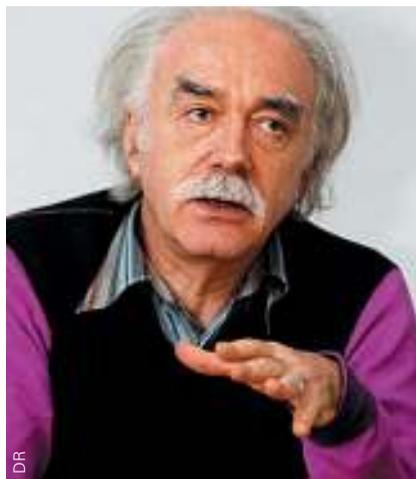
«Le Caucase est un axe géostratégique fondamental, qui ouvre un accès à la fois au grand Moyen-Orient et à l'Asie centrale»

Comment définissez-vous le Caucase ?

C'est une région d'Eurasie constituée de bassins entourés de montagnes, entre la mer Noire et la mer Caspienne. Elle est partagée entre le Caucase du Sud, qui regroupe la Géorgie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, et celui du Nord, situé en Russie et qui inclut les républiques de Karatchaïévo-Tcherkessie, de Kabardino-Balkarie, d'Ossétie du Nord, d'Ingouchie, de Tchétchénie et du Daguestan.

Pourquoi le Caucase est-il une région problématique sur le plan des relations internationales ?

Cette région est stratégique depuis l'Antiquité. L'intérêt que le Caucase pouvait susciter s'est trouvé renforcé depuis la fin du XIX^e siècle, d'un point de vue politique et économique, en raison de la présence d'hydrocarbures dans la région de Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan. Plus récemment, il a revêtu une importance accrue après l'ef-



fondement de l'URSS, au début des années 1990. Il représente aujourd'hui un axe géostratégique fondamental : situé entre la mer Noire et la mer Caspienne, il ouvre un accès à la fois au grand Moyen-Orient et à l'Asie centrale, de part sa «fron-

tière» avec l'Iran et sa proximité avec l'Irak et l'Afghanistan.

Par ailleurs, le Caucase est connu depuis l'Antiquité pour la mosaïque ethnique dont il est composé : pas moins d'une quarantaine de peuples d'origines, de cultures et de religions différentes. Cette région est située à un carrefour des anciens empires ottoman, persan et russe. Sa géographie humaine a subi beaucoup de transformations au cours de l'Histoire. Transformations qui ne correspondent pas à la réalité de la carte ethnique, ce qui explique les nationalismes locaux et régionaux qui s'y expriment encore à l'heure actuelle.

De quelle nature sont les tensions qui ont conduit aux guerres récentes que la région a connues ?

Les anciens empires se sont toujours servis des minorités peuplant le Caucase pour mieux contrôler cette région. Ils les ont déplacées et n'ont pas hésité à les dépor-

Ci-dessous : Les marins abkhazes défilent en 2008 à Soukhoumi lors de la commémoration du 16^e anniversaire de la déclaration d'indépendance du pays, obtenue avec le soutien de Moscou.



ter ou à les exterminer. Ces exactions ont laissé un lourd héritage qui est à l'origine de tensions permanentes et de guerres entre les ethnies elles-mêmes et avec les anciens empires, jusqu'à nos jours. Ces tensions se traduisent par des querelles sur les frontières actuelles, définies au lendemain de la deuxième guerre mondiale, ainsi que sur les tutelles politiques, certaines minorités souhaitant être rattachées à un État voisin. Ainsi est né le conflit entre la Géorgie et la Russie, en août 2008, à propos de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie – deux provinces séparatistes géorgiennes. Ces tensions sont aussi à la source du conflit qui a opposé la Russie aux indépendantistes de la république de Tchétchénie, en 1994-1996, puis en 1999-2000.

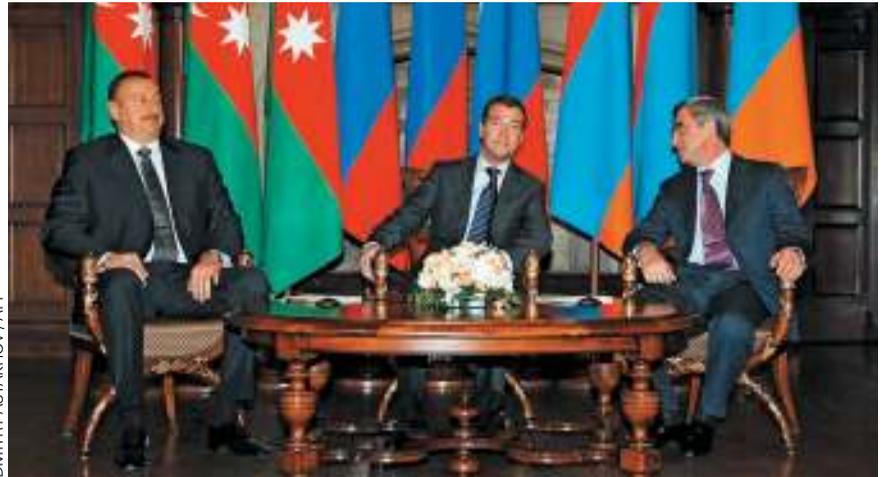
Arméniens et Azerbaïdjanais s'opposent également dans la région du Haut-Karabakh. Si la situation est aujourd'hui gelée, le conflit n'est toujours pas résolu et l'Arménie reste soumise à un blocus de la part de l'Azerbaïdjan ainsi que de la Turquie. Des tensions latentes existent dans d'autres régions qui ne mènent pas forcément à des luttes armées, mais qui provoquent des troubles de manière permanente : revendications, manifestations, arrestations, voire attentats, comme au Daguestan et en Ingouchie.

Faut-il considérer le Caucase comme une poudrière pouvant engendrer à nouveau un conflit sur le continent européen ?

L'image de la poudrière a beaucoup été utilisée à la fin des années 1980 et dans les années 1990, car le Caucase constitue un foyer d'instabilité aux marges de l'Europe.

le cadre de la Mission de surveillance de l'Union européenne en Géorgie, afin d'éviter que la « poudrière » n'explode.

La question se pose en fait plus en termes d'image, pour l'Union européenne et, plus largement, pour la communauté internationale. Car l'instabilité qui règne dans le



DIMITRY ASTAKHOV / AFP

La guerre éclair qui a opposé la Russie et la Géorgie en 2008 a ainsi été prise très au sérieux par les pays membres de l'Union européenne. Ces derniers se sont efforcés de mettre en place des dispositions politiques, comme l'envoi d'observateurs dans

Caucase constitue, quelque part, un aveu de leur échec à régler des conflits datant de plus de vingt ans et dont on connaît bien les facteurs. Cet état de fait s'explique notamment par la concurrence à laquelle se livrent certaines puissances : les États-Unis ■■■

Ci-dessus : Pourparlers de paix entre les présidents Ilham Aliyev (Azerbaïdjan, à gauche) et Serzh Sarkisian (Arménie, à droite) en novembre 2008, sous la médiation du président russe Dimitri Medvedev (au centre).





Ossétie du Sud, lors du conflit russo-géorgien en août 2008. Préoccupée, l'Union européenne envoie rapidement une « mission de surveillance » afin d'éviter que la poudrière caucasienne n'explose.

■ ■ ■ ont incontestablement cherché à faire basculer cette région en leur faveur, sans tenir compte de la Russie. Pour les Américains, le Caucase représente un axe stratégique vers le Proche-Orient et l'Asie centrale. Ils ont donc beaucoup investi dans des programmes d'aide, militaire essentiellement (équipement et entraînement), et

des élections, programmes d'investissements économiques) dans les trois pays du Sud Caucase. Depuis 2008, le Caucase a aussi été intégré dans la politique de voisinage et de partenariat oriental de l'Union européenne, qui cherche principalement à promouvoir la démocratie.

Enfin, rappelons qu'au moment du conflit

Au final, les États membres de l'Union ont manifesté leur incapacité à parler d'une seule voix sur la scène internationale pour défendre des principes censés les unir, parmi lesquels l'intégrité des territoires ou le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette situation est à l'image de la diplomatie européenne en général : il n'existe en effet pas encore de politique internationale homogène entre les États européens.

Le rôle de l'Europe doit être celui de stabilisateur et d'intercesseur entre la Russie et les États du Caucase.

Quel intérêt présente le Caucase pour l'Europe et pour la Russie ?

La Russie n'a pas véritablement d'intérêts économiques, car le Sud Caucase est une région relativement peu développée aujourd'hui. D'un point de vue géostratégique, la Russie dispose d'accès à la mer sans avoir besoin du Caucase. S'il reste une région stratégique, c'est à l'évidence en raison de la conception de la Russie sur ce qui correspond à sa sphère d'influence globale, et surtout pour une question de stabilité à leurs propres frontières. N'oublions pas que la Russie est elle-même un État caucasien. Les tensions qui caractérisent cette région peuvent donc remettre en cause sa stabilité. Quant à l'Europe, son intérêt est de pouvoir garantir la sécurité dans l'ensemble de cette région. Son rôle doit donc être celui de stabilisateur et d'intercesseur entre la Russie et les États du Caucase, en concertation avec Moscou. ■

envoyé des conseillers militaires, en Géorgie notamment. Les Russes ont aussi, pour leur part, instrumentalisés ces conflits locaux pour essayer de regagner de l'influence.

Quel rôle joue l'Union européenne (UE) pour maintenir la paix dans cette région située à ses frontières ?

Non seulement cette région est située à ses frontières, mais tous les États du Caucase sont membres du Conseil de l'Europe : la Russie depuis 1996, la Géorgie depuis 1999, l'Arménie et l'Azerbaïdjan depuis 2001. La Turquie, quant à elle, y a adhéré dès 1949 et a été reconnue candidate à l'adhésion de l'Union européenne en 1999. L'UE a donc mis en œuvre des programmes d'aide aux réformes (réformes administratives, suivi

en Géorgie, l'Union européenne, sous la présidence de la France, a déployé des efforts importants pour faire cesser la guerre. Des observateurs de l'Union sont d'ailleurs encore présents sur le territoire géorgien.

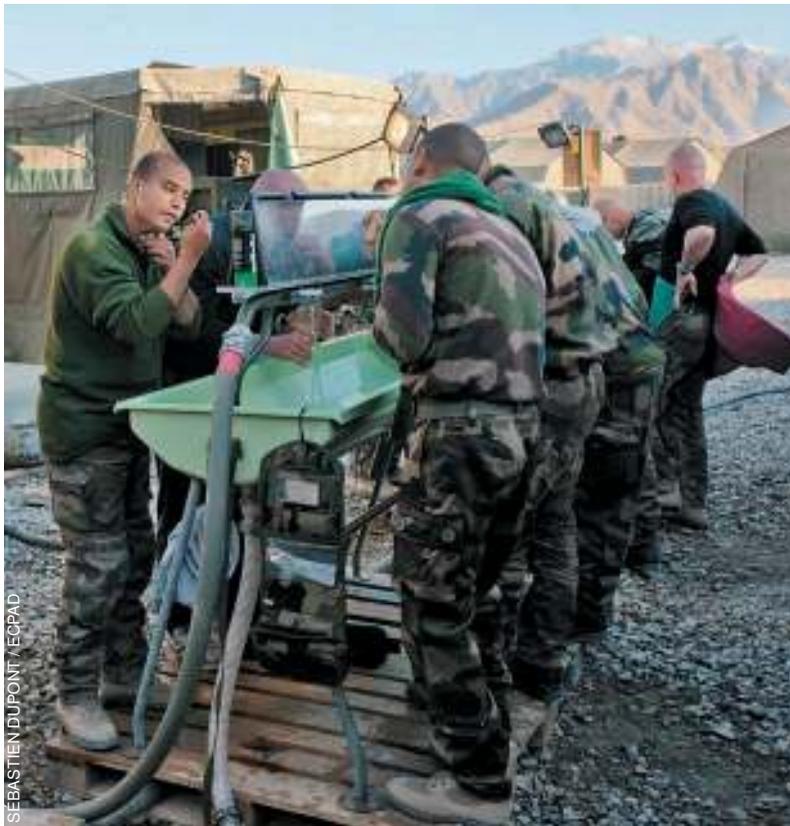
Quel bilan tirer de l'action menée par l'UE tout au long de cette crise ?

Le bilan est assez mitigé, car si l'Union européenne est intervenue de façon rapide et active lors du conflit en Géorgie, les positions de ses pays membres sont apparues hésitantes, voire contradictoires. D'un côté, les pays Est-européens ont soutenu à fond le président géorgien Mikhaïl Saakachvili, de l'autre, les pays fondateurs de l'Union européenne, l'Allemagne et la France en particulier, se sont montrés plus réservés.

**Propos recueillis par
Linda Verhaeghe**

Les propos exprimés dans cette rubrique ne reflètent que l'opinion de leur auteur.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI



SEBASTIEN DU PONT / ECPAD



BRUNO BIASUTTO / DICOD



Nourriture, habillement, protection, logement... Tout ce qui concerne la vie courante du militaire en opération sera géré par le Cescof : Centre d'expertise du soutien des combattants et des forces.

Guichet unique pour le soutien du

Récemment créé, le « Cescof » réunit désormais les services de soutien de l'homme en opérations des commissariats des armées de terre, de l'air et de la marine. Objectif : rationaliser les achats et la gestion des stocks, et répondre plus vite et mieux aux demandes émanant des théâtres.

Cescof : ces six lettres viennent s'ajouter à la longue liste des acronymes dont le langage Défense a le secret. Cescof devrait cependant rapidement entrer dans l'usage courant puisqu'il signifie Centre d'expertise du soutien du combattant et des forces. Tout ce qui concerne la vie courante du combattant, sa nourriture, son habillement, sa protection et son logement sur un théâtre, outre-mer ou en exercice sera géré par cet organisme. Le Cescof remplace les services de soutien de l'homme en opérations des commissariats des armées de terre, de l'air et de la marine. Dès cet été, ces services

fusionneront à Rambouillet (Yvelines). « *Le Cescof a l'ambition d'être un catalyseur d'énergies et de savoir-faire. Rassembler les équipes favorisera les échanges entre donneurs d'ordres et opérateurs* », souligne le commissaire lieutenant-colonel Bousquet, directeur de la SSAM 502 (structure spécialisée d'achat et de mandatement), de l'armée de l'air.

La création du Cescof correspond à la phase de mise en œuvre de la réorganisation générale du soutien, qui a abouti, fin 2008, à la création du Service du commissariat des armées (SCA). Cette structure est donc dorénavant l'entité pilote en

matière de soutien de l'homme en opérations (voir p. ci-contre). Elle est le point d'entrée des forces, pour les besoins exprimés comme pour les retours d'expérience. Le Centre est l'interlocuteur unique de l'état-major des armées (EMA), du CPCO (Centre de planification et de conduite des opérations) et du Ciclo (Centre interarmées de coordination de la logistique des opérations). Jusqu'ici, ce dernier recueillait les requêtes en matière de soutien de l'homme émanant des théâtres d'opérations et les transmettait aux commissariats ou aux états-majors opérationnels d'armée (EMO). Les délais de réponse pouvaient



combattant

s'en trouver allongés. « Dorénavant, nous aurons une connaissance complète des stocks disponibles, une réponse unique qui simplifiera considérablement notre travail », explique le commissaire lieutenant-colonel Guinot, chef de la cellule soutien de l'homme du Ciclo.

Des gilets pare-balles aux treillis en passant par les tentes, les rations de combat et les douches de campagne, tout sera pensé, conçu, expertisé, géré, stocké et distribué par le Cescof. Un avantage considérable pour l'ensemble des missions de cette nouvelle structure. La gestion des achats, par exemple, sera facilitée puisqu'il sera possible de passer des marchés « globalisés », ce qui permettra également de réaliser des économies d'échelle significatives. « Au lieu de commander à une entreprise trois fois 1 000 paires de chaussures, nous pas-■ ■ ■

Les trois commissariats d'armée ont fusionné, le 1^{er} janvier dernier, en Service du commissariat des armées (SCA).

À quelles nécessités répond cette fusion ?

L'administration des armées au travers de leur commissariat avait atteint ses limites. La seule solution était d'opter pour un service unique. La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été l'occasion de créer le Service du commissariat des armées (SCA), et ainsi de rapprocher les commissariats de l'armée de terre, de l'air et de la marine. L'organisation territoriale qui prévalait dans chaque armée est donc abandonnée au profit d'une organisation fonctionnelle fondée sur les métiers (achats, logistique...) couvrant le territoire national.

3 questions au

Commissaire général de division aérienne Coffin, directeur du Service du commissariat des armées

Vous avez pris la direction du SCA le 1^{er} juillet. Quels sont les chantiers qui vous attendent ?

Depuis le 1^{er} janvier, nous avons mis en place un plan de transformation du soutien de l'homme. Nous avons précisé le modèle vers lequel nous voulons tendre et le chemin pour y parvenir. Ce plan a été validé par le cabinet du ministre et par l'état-major des armées (EMA).

Pour la fin de l'année, je dois mettre en place les instruments de pilotage de l'organisation SCA par métiers (achats, comptabilité, logistique...).

Par ailleurs, je dois inventer les processus qui me permettront de dialoguer avec mon organisme de tutelle, qui est l'état-major des armées, ainsi qu'avec les donneurs d'ordres que sont les trois armées.

Enfin, je dois mettre en place les plateformes « achats-finances », qui passeront les marchés concernant le soutien courant des bases de défense (BdD).

Quelle plus-value le SCA offrira-t-il pour les administrés ?

Une fois que la transformation du soutien de l'homme sera mise en pratique, je souhaite qu'une meilleure interactivité s'établisse avec les administrés. Ainsi, par exemple, je souhaite que, comme dans la « vraie vie », si vous avez besoin de réserver une chambre d'hôtel ou de louer un véhicule, vous puissiez le faire depuis votre ordinateur.

L'autre priorité que je me fixe est la réactivité. Le traitement des demandes est trop lent actuellement. L'harmonisation des procédures permettra d'améliorer et d'accélérer le service aux administrés.

Nous venons de faire le plus facile : inventer l'outil. Maintenant, il nous reste à le mettre en pratique, et ce, dès le 1^{er} septembre. ■

Propos recueillis par Anne-Lise Llouquet



Techniciens et ingénieurs des trois armées travailleront ensemble pour la conception des vêtements de protection du combattant.

■ ■ ■ seront une seule commande de 3000 paires pour l'ensemble des armées. Il nous faudra pour cela prévoir les besoins sur la durée, tout en étant capables de réagir vite s'il le faut», souligne le commissaire colonel Dumont, sous-directeur logistique du Cescof.

Les trois armées travailleront donc ensemble pour ce qui concerne l'habillement (treillis, uniformes) et notamment les effets

se concrétisera notamment par l'harmonisation des cahiers des charges pour la fabrication de vêtements (pull-overs, maillots de sport, gants « grand froid »...).

Quant au stockage, à la distribution et à la maintenance des textiles, matériels de campagne, rations de combat, équipements individuels, ils restent pour l'instant gérés par des établissements spécialisés. Mais le Cescof coordonne leur action, et leur nombre

proximité immédiat et trouver tous les services dont il a besoin "sur le quai." Pour les marins, il est primordial de voir leurs besoins traités par des logisticiens qui les connaissent et leur assurent ce soutien», souligne le commissaire en chef de 1^{re} classe Parlange, chef de la cellule conduite du changement « marine », de la direction centrale du SCA.

Enfin, sur le territoire national, les militaires ont également besoin d'un soutien en équipement et en matériel. Celui-ci est assuré désormais par les bases de défense. Celles-ci s'appuieront cependant sur le Service du commissariat des armées et le Cescof, qui joueront le rôle de « grossistes ». « À ce jour, nous ne connaissons pas l'état des stocks en matériels de campagne, vivres et habillement des unités de l'armée de terre. Les commissariats n'ont pas d'autorité en la matière. Or, dès août prochain, le Cescof pourra donner des ordres aux bases de défense pour gérer, niveler leurs stocks », tient à souligner le commissaire colonel Philippot, commandant le Cescof.

Conçu en septembre 2009, le centre n'en est qu'à sa phase de mise en œuvre. « C'est une entreprise passionnante dont le fonctionnement ne sera pas un long fleuve tranquille, poursuit le colonel. Mais ce qui est sûr – et rassurant –, c'est que tous les acteurs de la réforme ne pensent qu'à une

Un partenaire stratégique pour les petites et moyennes entreprises

Le périmètre des activités du Cescof pèse près de 250 millions d'euros par an dans l'économie nationale. Sur les 300 entreprises qui bénéficient des commandes publiques passées par cet organisme, 95% sont des PME-PMI françaises, auxquelles il convient d'ajouter plusieurs centaines de sous-traitantes. À 80%, les commandes portent sur de l'habillement, un secteur durement touché par la concurrence asiatique. Une quarantaine de sociétés dépendent for-

tement de ces commandes, une moitié d'entre elles réalisant plus de 50% de leur chiffre d'affaires avec le Cescof. La plupart se concentrent en outre dans des bassins d'emplois en difficulté. Pour bon nombre de petites sociétés fragilisées par la concurrence de pays à faibles coûts salariaux, le Cescof représente un partenaire stratégique, car il leur faut développer l'innovation technologique afin de répondre aux besoins des armées.

opérationnels destinés à la protection du combattant. Au quotidien, cela représente un échange d'expériences précieux entre techniciens et ingénieurs pour développer et concevoir les équipements de demain. « En travaillant sur des tenues de pilote de chasse, nous nous sommes rendu compte que certaines qualités physiques des matières sont les mêmes que pour les tenues des plongeurs », explique Joël Plommet, ingénieur d'études et de fabrication pour l'habillement. La coopération entre les armées

devrait diminuer petit à petit au profit d'une gestion mieux centralisée et plus efficace, grâce notamment à un système d'information logistique (SIL) unique en cours d'élaboration.

Tenir compte des particularismes

Pour autant, le Cescof a pris en compte dans son organisation le soutien de proximité aux forces navales. Une antenne marine a ainsi été créée à Toulon : « Lorsqu'il est au port, un bâtiment doit bénéficier d'un soutien de

chose : soutenir au mieux le combattant, où qu'il soit. »

Les mois à venir s'annoncent déterminants pour vérifier que cette nouvelle approche du soutien aux forces fonctionne convenablement. Pour le SCA, et bien sûr pour le Cescof, l'enjeu est de s'affirmer comme le référent incontesté, à l'instar, chacun dans leur domaine, du Service des essences ou du Service de santé des armées. ■

Anne-Lise Llouquet

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Depuis la mort de dix soldats français à Uzbeen en 2008, les journalistes couvrant le conflit ont doublé. Les militaires doivent les accueillir. En se souvenant que, s'il doit être rendu compte de ce qui est accompli au nom de la France, la préservation des capacités opérationnelles est une priorité.

Médias et forces ar

En 2009, 167 journalistes ont été accueillis sur le terrain par les militaires français en Afghanistan, sans compter les correspondants permanents (une dizaine à Kaboul), ni les équipes médias qui accompagnent les autorités politiques sur le théâtre. 167 journalistes en Afghanistan, c'est près de la moitié des journalistes qui ont couvert l'ensemble des opérations où sont engagés les soldats français – soit une trentaine d'Opex au total. 167 journalistes en 2009, c'est 20 % de plus qu'en 2008, deux fois plus qu'en 2007. C'est plus de 600 jours cumulés de reportages dont certains se sont étalés sur plus de 50 jours. C'est l'équivalent d'un journaliste pour 20 soldats français déployés en Afghanistan.

À titre de comparaison, cette même année, les forces armées britanniques ont accueilli 240 journalistes (1) auprès des 13 000 militaires qu'elles déployaient alors en Afghanistan et Irak. Soit environ un journaliste pour 55 soldats déployés. Cet intérêt médiatique dont fait l'objet le théâtre afghan est le résultat d'une conjoncture où se croisent une évolution sociétale, celle des technologies d'information et des médias, une évolution des conditions d'engagement sur le théâtre afghan, qui se sont durcies à compter de 2008, et l'adaptation des forces armées pour répondre à la demande des médias. Depuis la guerre du Golfe, l'opération Restore Hope en Somalie, ou les opérations dans les Balkans, le paysage médiatique a subi une véritable mutation technologique et culturelle.



DRAHI / SIRPA TERRE

Equipe de tournage de France Télévision lors d'un reportage en Afghanistan.

mées en Afghanistan

Aujourd'hui, pas moins de 3 chaînes télévisées françaises diffusent de l'information 24 heures sur 24, les quotidiens gratuits se sont multipliés dans les grandes villes, les revues spécialisées sur la défense et les militaires sont concurrencées par des sites Internet et des blogs dédiés aux problématiques de défense.

Les médias ont changé, les militaires se sont adaptés. Avec le souci constant d'expliquer la nature de leur engagement à nos concitoyens, les armées se sont organisées pour répondre au mieux à la demande croissante émanant de médias toujours plus nombreux, pour un public toujours plus varié du fait de la spécialisation des médias.

La dureté croissante des opérations

En 2001, les médias voulaient suivre la déroute des talibans, la traque d'Oussama Ben Laden jusqu'à ce que la situation se stabilise. Puis, la guerre en Irak a mobilisé les troupes et les médias internationaux sur un autre front. L'Afghanistan devenait tranquillement la « *forgotten war* » outre-Atlantique. Mais à partir de 2006, l'insurrection reprend de la vigueur. Parallèlement, la Fias (Force internationale d'assistance et de sécurité) étend sa zone de responsabilité à l'ensemble du pays et les unités de l'Armée nationale afghane (Ana) se déploient. La Fias leur adjoint des équipes de mentors qui les accompagnent dans toutes leurs missions, de l'instruction au combat, les OMLT (*Operational Mentoring and Liaison Team*).

Avec elles, les médias redécouvrent le visage des forces françaises conventionnelles au combat. Plusieurs grands médias suivent, dès 2007, cet engagement aux côtés de l'Ana qui, depuis, aura coûté la vie à 9 soldats français. Le 18 août 2008, 10 soldats français tombent à Uzbeen, une vallée au nord-est de Kaboul. Les médias résonnent des interrogations de l'opinion publique française qui semble prise au dépourvu par la violence de l'engagement militaire en Afghanistan. Indéniablement, il y aura eu un avant et un après Uzbeen dans la couverture médiatique des opérations militaires françaises.

En 2007, 78 journalistes avaient couvert l'action des militaires fran-

çais en Afghanistan, ils sont presque deux fois plus nombreux l'année suivante. Une dizaine de médias dépêche des correspondants permanents à Kaboul.

De leurs côtés, les armées s'appuient sur leurs propres supports de communication pour informer le personnel du ministère d'une part, mais aussi le grand public : plus de 350 brèves, 200 reportages vidéo et un web documentaire ont été mis en ligne sur le site Internet de l'état-major des armées depuis janvier 2007. De nombreux dossiers et articles ont été consacrés à l'Afghanistan dans les revues *Armées d'aujourd'hui*, *Terre information magazine* et *Air actualités*. Les équipes images de l'ECPAD, qui réalisent des reportages au sein des unités déployées, ont tourné 250 heures d'images vidéo depuis 2008, dont sont extraits les reportages qui sont mis en ligne sur le site Internet de la Défense et les bandes d'éléments mises à la disposition des médias pour compléter leurs propres sujets. Plus de 6 heures d'images ont ainsi été reprises par les médias ces deux dernières années.

Expliquer aux Français le sens de l'engagement de leurs soldats en Afghanistan, le sens de leur sacrifice lorsqu'ils tombent au combat, donner aux médias la possibilité de rendre compte de cet engagement en étant aux côtés des soldats déployés en opération sont une nécessité bien comprise, des états-majors aux unités. Elle a donné lieu à un effort croissant pour satisfaire au mieux les attentes des médias, tout en essayant de concilier leur activité avec les contraintes opérationnelles.

Un équilibre nécessaire entre information et sécurité

L'accueil des médias sur un théâtre comme l'Afghanistan impose des contraintes. Contraintes pour les journalistes, contraintes pour les unités qui leurs ouvrent leurs portes.

Comment satisfaire les demandes des médias sans que cela pèse sur les activités opérationnelles ? Si la médiatisation des actions militaires répond à un impératif démocratique, la préservation des capacités opérationnelles des unités n'en demeure pas moins une priorité. L'accueil d'un ou plusieurs journalistes génère des ■■■

Les médias ont changé, les militaires se sont adaptés.
Avec le souci constant d'expliquer
la nature de leur engagement à nos concitoyens.

■ ■ ■ contraintes logistiques. Y a-t-il une place dans le blindé, dans l'hélico pour l'embarquer en opération ? Un lit de camp sur la base pour l'héberger ? Des rations de combat pour le nourrir ?

Il s'agit donc de planifier la venue des médias, de répartir leur venue dans le temps et sur les différentes unités et missions de la force pour réduire leur impact matériel et opérationnel. Cet effort limite nécessairement l'accueil des médias.

De plus, si la sécurité du journaliste n'est pas un objectif de la mission, elle n'en reste pas moins une préoccupation pour les soldats qu'il accompagne. Sera-t-il en mesure de les suivre pendant plusieurs heures, sur un terrain montagneux par 45° C ? Saura-t-il se poster quand les coups de feu partiront ? C'est pourquoi la Fias émet des recommandations aux équipes de médias, concernant la condition physique requise pour suivre les opérations, l'équipement et l'habillement individuel des journalistes (gilet pare-balles, casque, vêtements de couleur discrète, etc.). En France, les journalistes désireux de suivre les militaires en opération sont invités à suivre un stage d'information sur les risques en zone de conflit au Centre national d'entraînement commando dans les Pyrénées. Plus de 300 journalistes ont suivi ce stage depuis sa création en 1993.

Enfin, la dernière contrainte qui pèse sur la médiatisation des opérations est la sécurité des opérations et des hommes. Montrer la réalité des engagements, la vie quotidienne des soldats sur le théâtre, l'évaluation des menaces et la préparation des opérations tout en préservant la confidentialité des informations qui garantissent la sécurité des soldats est un défi majeur de l'accueil des journalistes. La réponse repose sur un engagement mutuel entre les armées et les journalistes. Ceux-ci sont libres de témoigner et d'informer sur l'engagement français en Afghanistan, il leur est demandé en retour de respecter la confidentialité de certaines informations.

En premier lieu, il leur est demandé de ne pas révéler le décès d'un soldat avant que les familles n'aient pu être prévenues par les armées, une règle parfaitement comprise et respectée par les médias. En second lieu, la Fias demande à l'ensemble des médias qui viennent en Afghanistan de s'engager à ne pas révéler les informations relatives à certaines capacités de la force, aux activités de renseignement, aux opérations à venir ou même passées mais qui pourraient impacter celles en cours et à venir, aux mesures de protection de la force, à l'identité des soldats et, bien sûr, à celle des Afghans qui pourraient devenir la cible des insurgés qui n'hésitent pas à exécuter ceux qui travaillent à nos côtés.

L'équilibre établi entre ouverture aux médias et préservation de l'efficacité opérationnelle a permis de faire de l'Afghanistan le thé-

âtre d'opérations le plus couvert par les médias français. Paradoxalement, cela n'en fait pas le sujet le plus médiatisé.

En 2009, les questions de défense sont le 9^e thème le plus médiatisé de l'année, mais l'Afghanistan ne compte que pour un dixième de ce thème. En réalité, les opérations militaires, les annonces des renforts, la revue stratégique du général McChrystal commandant la FIAS et les élections présidentielles afghanes en août 2009 n'auront suscité dans les médias français qu'un septième de la couverture consacré à la grippe A, les trois quarts de celle consacrée au crash du vol AF 447 (2).

Aux États-Unis, avec 5 % de la couverture médiatique, l'Afghanistan est le 4^e sujet le plus médiatisé, derrière la crise économique, la réforme de la Santé et la présidence Obama. Les sujets sur l'Afghanistan y ont été multipliés par cinq en 2009 (3).

L'explication de ce décalage entre couverture journalistique et retombées médiatique n'appartient qu'aux rédactions, qui choisissent la hiérarchie de l'information qu'elles présentent. Cela n'aura pas empêché les 420 journalistes, qui se sont succédé sur le théâtre afghan depuis 2007, de rendre compte, d'informer, d'analyser ou de critiquer l'engagement militaire français en Afghanistan.

De « L'enfer afghan » (France 24, novembre 2007) à « Le 2^e REP pacifie la vallée de Tagab » (*Le Figaro* du 25 avril 2010) en passant par « Mourir au nom de la paix » (Un œil pour la planète, France 2, février 2008) ; « La bataille de Tagab » (France Inter, avril 2008) ; « Une guerre au nom de la paix » (Envoyé spécial, France 2, mars 2008) ; « Papa part à la guerre » (Zone Interdite, M6, mai 2009) ; « Afghanistan : la chevauchée des Tigre » (*Paris-Match* du 24 septembre

2009), *Haute Tension, des chasseurs alpins en Afghanistan* (Galilard, octobre 2009) ; « Afghanistan, raid de nuit » (*Paris-Match*, novembre 2009) ; « Au cœur de la Légion étrangère » (Hors Série, France 3, avril 2010), etc. Ces reportages, documentaires ou ouvrages, remarqués parmi d'autres et dont certains ont été primés par les professionnels de l'information ont permis à leur public de mieux comprendre le sens de l'engagement militaire et de l'action de la France en Afghanistan. L'accueil de journalistes au sein des unités est parfois ressenti comme une charge ; il est indispensable pour qu'il soit rendu compte de ce qui est accompli, loin de la France et en son nom, et pour que nos concitoyens conservent une proximité essentielle avec l'action de nos forces armées. ■

Etat-major des armées

1. Ministère de la Défense britannique, *Annual report and accounts, 2008-2009*.
2. Données du Service d'information du gouvernement (SIG)
3. Données du Pew Research Center, projet de recherche et d'analyse sur le journalisme « Excellence in Journalism »



MUNCH / SIRPA TERRE

La sécurité des journalistes est une préoccupation pour les soldats qu'ils accompagnent.

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Le général Stéphane Abrial, Supreme Allied Commander Transformation de l'Otan

« Il faut réformer la structure du commandement, héritée de la guerre froide, très lourde, peu mobile et peu réactive. Elle n'est pas adaptée aux menaces, que nous envisageons pour ce XXI^e siècle. »

Vous avez été nommé, en septembre dernier, à la tête du commandement allié de l'Otan pour la transformation (ACT).

Quel est le rôle de cet organe ?

La structure militaire intégrée de l'Otan est fondée sur un pilier « opérations » et un pilier « transformation », que je commande. Les deux rôles principaux de ce dernier sont le soutien aux opérations en cours et la préparation des forces de l'Alliance, depuis la doctrine jusqu'aux équipements en passant par l'entraînement, pour les adapter aux opérations de demain et d'après-demain.

Quel est l'impact du retour de la France dans la structure militaire intégrée ?

Je peux témoigner que l'impact est très fort. Les qualités françaises sont connues, reconnues et attendues. Je veux parler de notre expérience à travers notre histoire, de l'expertise et de la qualité de nos forces armées, auxquelles chacun rend hommage au sein de l'Alliance. Je veux aussi parler de notre qualité de réflexion, de la liberté d'expression des officiers et sous-officiers français. Cet impact est décuplé par le fait que nous sommes désormais à l'intérieur. Lorsque la France était en dehors de la structure militaire intégrée, il nous revenait de réagir aux propositions formulées par les autres pays membres. Aujourd'hui, nous participons à l'élaboration des idées et nous argumentons en amont du développement de tout projet. Notre capacité à influencer est bien supérieure.

Quelles ont été les premières actions qui ont été menées depuis votre prise de commandement ?

Je n'en citerai que quelques unes : Dans le domaine du soutien aux opérations, par exemple, nous avons été chargés de coordonner les actions de lutte contre les engins explosifs improvisés. Nous travaillons avec les pays membres de manière à amé-

liorer la protection et la lutte contre les engins eux-mêmes mais aussi contre ce que nous appelons le réseau, c'est-à-dire tout ce qui amène des gens à les financer, les produire, les transporter et les implanter.

Pour ce qui est de la préparation de l'avenir, nous avons été très étroitement associés à la réflexion sur le futur concept stratégique de l'Otan avec le groupe d'experts mandaté par le secrétaire général de l'Otan.

Nous avons également lancé une initiative de coopération avec l'industrie. Je souhaite que nous formalisions nos rapports des deux côtés de l'Atlantique. Il faut que les industriels connaissent nos besoins pour pouvoir orienter leurs travaux, et qu'ils puissent nous dire quelles technologies ils envisagent, à quelle échéance et dans quelle gamme de coûts. Nous avons déjà entamé des discussions, des forums et quelques expérimentations avec des industriels américains et européens.

Quel est l'objet du sommet de Lisbonne, en novembre ?

Le concept stratégique de l'Otan date de 1999. Les chefs d'Etat et de gouvernement doivent approuver le nouveau concept, qui guidera l'action de l'Otan pour les cinq à dix ans à venir. Ils valideront aussi ce que nous appelons la « réforme », au sens large, de l'organisation : révision des modes de fonctionnement, de la structure de commandement, de la structure des agences, de la gestion des ressources et allègement du processus décisionnel, extrêmement lourd.

Comment la structure de l'Otan doit-elle évoluer pour être plus efficace ?

Il revient aux 28 nations de décider. Je juge essentielle la règle du consensus. Certes elle induit des lourdeurs car une décision unanime à 28 est difficile à obtenir, mais elle est plus solide. Elle a passé les barrières des critiques et des objections de tous les pays membres. C'est important, non seulement pour les dirigeants des pays, mais aussi pour nos forces sur le terrain. Celles-ci savent que les 28 membres de l'Alliance sont derrière elles. Néanmoins, cela coûte du temps, car ce sont des processus assez longs. Il faut réformer la manière dont ils s'appliquent. Les décisions les plus importantes doivent continuer à être prises selon



« Nos forces doivent en permanence se préparer techniquement à opérer de manière conjointe »

ce mécanisme. Sur des sujets moins sensibles, on peut envisager une plus grande flexibilité.

Il faut également réformer la structure de commandement, héritée de la guerre froide, très lourde, peu mobile et peu réactive. Elle n'est plus adaptée aux menaces, que nous envisageons pour ce XXI^e siècle.

Quelle doit être la stratégie de l'Otan en Afghanistan ?

L'évolution de la stratégie adoptée va dans la bonne direction. ACT apporte tout son soutien à l'opération en cours. Nous menons des actions contre les engins explosifs improvisés, dont j'ai déjà parlé, et dans le domaine de la formation. Nous entraînons les membres des états-majors dans deux centres en Norvège et en Pologne avant qu'ils ne se déploient sur le théâtre. Le général McCrystal a déclaré à plusieurs reprises que ceux qui étaient passés par cet entraînement étaient plus efficaces d'au moins 50 % que ceux qui n'ont pu en bénéficier. Nous contribuons également

à la montée en puissance des forces de sécurité afghanes, qui est un des éléments essentiels de la stratégie. Nous n'avons pas les moyens d'entraîner tous les membres actuels ou futurs des forces de sécurité, mais nous formons les instructeurs pour permettre une montée en puissance la plus rapide possible.

Que diriez-vous aux militaires français qui auraient des appréhensions à rejoindre l'Otan ?

Venez ! Rejoignez-nous ! L'Otan est en train de changer. Elle va réaffirmer son rôle et ses missions à travers un concept stratégique qui sera présenté au sommet de Lisbonne. Il y a beaucoup de travail à faire. L'apport français est apprécié et attendu. En plus des défis à relever, travailler dans une ambiance multilatérale, multinationale, sur un territoire étranger représente une ouverture et une richesse culturelle uniques qui nécessitent de bonnes connaissances linguistiques. ■

Propos recueillis par Carine Bobbera

Handicap : **Former les sourds** et les entendants

La base aérienne d'Orange organise pour la première fois un stage de secourisme pour les mal-entendants. Une initiative de plus pour la BA 115 qui facilite déjà l'intégration des malentendants à travers un programme de formation à la langue des signes destiné aux entendants.



Deux pompiers de l'air et une formatrice spécialisée animent une formation aux premiers secours.

ALBAN BATTISTINI / BA 115 ORANGE

Le silence règne dans la salle de cours de la caserne des pompiers de l'air de la base 115 d'Orange (Vaucluse) en ce lundi matin. Pourtant, les conversations vont bon train : les stagiaires s'expriment vivement, mais en langue des signes. Ce sont des civils de la Défense pour la plupart, de la base aérienne d'Orange, de la base aéronavale de Nîmes, de la base navale de Toulon. Ils participent à la formation de Prévention et secours civiques de premier niveau (PSC1) – une première, sur la base d'Orange –, organisée à l'intention des personnes sourdes. Des salariés d'entreprises privées de la région, à qui la formation est ouverte, sont aussi présents. La session s'est déroulée les 31 mai et 1^{er} juin derniers. Elle était animée par deux pompiers de l'air, les caporaux-chefs Ludovic Cuenca et Frédéric Constant, formés à la langue des signes, ainsi que par une formatrice de l'association Communication sourds et entendants-Le Cygne, Martine Chaudey.

L'événement a vu le jour sur l'initiative de Dany Audouin, responsable de formation du personnel civil et correspondant handicap de la base. « Marie-José est comptable au sein de la division finance de la base. Lorsque je l'ai rencontrée la première fois, j'ai réalisé l'isolement dans lequel se trouvaient les personnes atteintes de surdité. Ses collègues ne s'adressaient pas à elle, elle ne se sentait donc pas intégrée à son équipe de travail », explique Dany Audouin. Dany organise ainsi, en 2002, un programme de formation à la langue des signes pour que les personnes entendantes puissent travailler et communiquer avec une personne sourde. De manière générale, le personnel des bases militaires est peu confronté aux situations de handicap. Il n'en reste pas moins que les entreprises, privées et publiques, ont l'obligation de compter des personnes handicapées parmi leur personnel

(l'objectif qui leur est fixé est de 6%) et que la formation est un droit pour l'ensemble des salariés. « Il m'est apparu essentiel de développer des formations spécifiquement destinées au personnel handicapé, sourd notamment, poursuit la responsable de formation, qui leur permettent de mieux s'adapter à leur environnement professionnel : par exemple, le module de préparation à l'entretien professionnel et au contrat d'objectifs (qui a remplacé les entretiens de notation), ou cette formation aux premiers secours. »

Le caporal-chef Constant remarque que « les stagiaires sourds se montrent d'ailleurs bien plus motivés et participatifs que les

entendants, sans doute parce qu'il existe peu de formations en langue des signes ». Une formation qu'il a décidé de faire après une intervention sur un accident de la circulation. « Un cycliste avait été renversé par une voiture, et il souffrait d'un traumatisme au dos. J'ai eu beaucoup de difficultés à établir un examen de la situation et de la victime, puisque je ne pouvais pas communiquer

avec cette personne. J'ai ainsi pris conscience de la nécessité d'être aussi sensibilisé à la prise en charge des personnes atteintes de surdité », explique-t-il. Avec des collègues, Dany Audouin a entendu parler de cas où des secouristes avaient attaché une victime sourde, confondant son agitation et ses difficultés d'expression avec un état de démente. « L'année dernière, les pompiers de l'air de la base ont organisé un exercice de désincarcération d'une personne prisonnière d'un véhicule accidenté. La participation de Martine Chaudey avait été requise pour jouer la victime, se souvient Dany Audouin. À nouveau, le constat a été fait que les pompiers rencontraient de réelles difficultés lorsqu'ils avaient affaire à une personne malentendante. »

Marie-José considère qu'il est important pour tous de savoir comment réagir face à quelqu'un en danger. Grâce aux formations, elle a en outre repris confiance en elle. « Mes relations avec mes collègues se sont considérablement améliorées. Ils font beaucoup plus d'efforts pour articuler lorsqu'ils s'adressent à moi. Néanmoins, je me sens toujours quelque peu exclue des conversations pendant les pauses café », confie-t-elle.

Les initiatives prises au sein de la base d'Orange sont particulièrement innovantes et encourageantes. Reste cependant à mieux intégrer les personnes atteintes de surdité en adaptant leurs outils de travail. « Il est question d'adopter Tadeo, un système de visio-interprétation qui permet d'avoir en direct un interprète en langue des signes, et donc à des personnes sourdes et "entendantes" de mieux communiquer entre elles », conclut Dany Audouin. ■

Linda Verhaeghe

Campagne d'information du ministère

Du 3 au 22 juin dernier, la Campagne itinérante de formation et d'information portant sur le handicap (CIFIH), pilotée par la Direction des ressources humaines du ministère de la Défense (DRH-MD), a effectué six étapes à Paris, Tours, Bordeaux, Toulouse, Clermont-Ferrand et Brest.

Cet événement, qui s'inscrit dans la mise en œuvre du plan handicap 2009-2011 du ministère, vise à informer et sensibiliser l'ensemble de ses agents sur la question du handicap, à former les différents acteurs « handicap » de l'institution, et à créer une ouverture vers le grand public, en invitant organismes spécialisés et associations. Ce dispositif présente différentes situations de handicap, leur impact dans le monde du travail, et les moyens disponibles au sein du ministère pour intégrer et maintenir dans l'emploi les personnes handicapées.



L'heure de la relève a sonné pour les quatre Mirage F1 du détachement « chasse » des Eléments français au Tchad (EFT), après vingt-sept années de service. Ils sont remplacés, dans leurs missions de présence et de reconnaissance dans le ciel tchadien, par trois Mirage 2000 C RDI. Ces derniers ont atterri, le 12 juin dernier, à la base aérienne « Sergent-Chef Kosseï » de N'Djaména. Deux d'entre eux sont issus de l'escadron de chasse 1/12 Cambrésis de Cambrai, le troisième appartient à l'escadron de chasse 2/5 Île-de-France d'Orange. De même que leurs prédécesseurs, ils rempliront des missions d'appui feu, de surveillance, de reconnaissance et de défense aérienne. Ils rejoignent la capacité aérienne française déployée au Tchad, composée de trois aéronefs de transport – deux Transall C 160, un Casa 235 – et d'un Boeing C 135 ravitailleur.

Près de trente ans après les premiers déplacements, les quatre Mirage F1 CR tirent leur révérence et

Tchad

Un Mirage chasse l'autre



Des Mirage 2000 (ci-contre) remplacent les Mirage F1 (à gauche) au détachement « chasse » des Eléments français au Tchad (EFT).

rentrent en France. Ils ont assuré plus de 12000 missions opérationnelles, pour 30000 heures de vol, dans le cadre de l'opération Manta, de 1983 à 1984, puis du dispositif Epervier, de 1986 à aujourd'hui.

A ce jour, le dispositif Epervier compte environ 1000 militaires qui ont pour mission de garantir la protection des intérêts de la France et la sécurité de ses ressortissants résidant au Tchad. Ils apportent en outre un soutien logistique (ravitaillement, carburant, transport, formation) aux Forces armées et de sécurité (FADS) tchadiennes.

Ce retour des Mirage F1 en métropole symbolise la fin de leurs missions en opérations extérieures et préfigure leur prochain retrait du service en 2013 ou 2014.

Anne-Lise Llouquet

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire

Explications par Linda Verhaeghe

Créé le 1^{er} janvier 2010, l'Irsem regroupe les principaux centres d'études et de recherches du ministère de la Défense. Ses chercheurs réfléchissent à une pensée stratégique française sur les questions de défense et de sécurité et diffusent cette pensée à travers leurs travaux.

QU'EST-CE QUE L'IRSEM ?

Depuis le 1^{er} janvier 2010, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire regroupe le Centre d'études en sciences sociales de la Défense (C2SD), le Centre d'études et de recherches de l'École militaire (Cerem), le Centre d'études d'histoire de la Défense (CEHD), ainsi qu'une partie du Centre des hautes études de l'armement (CHEAr).

Il est placé sous la tutelle de l'organisme interarmées d'Enseignement militaire supérieur (EMS), qui dépend lui-même de l'état-major des armées.

Il est dirigé par une équipe composée d'un directeur général, d'un directeur scientifique et d'un secrétaire général : actuellement les professeurs Frédéric Charillon, Frédéric Ramel et le général Jean-Claude Beyer.

- pensée stratégique et nouveaux concepts ;
- armement et prolifération.

Sur le thème de la sécurité régionale :

- sécurité européenne et transatlantique ;
- sécurités régionales comparées.

Sur le thème des politiques de défense :

- défense et société ;
- histoire de la défense et de l'armement ;
- enjeux juridiques de la défense.

Son rôle est aussi de favoriser l'émergence et la diffusion, notamment au moyen de ses publications, d'une pensée stratégique aux niveaux national, européen et international. Elle le fait en conduisant des études, développant des liens avec les autres centres d'études et les universités, et en soutenant les jeunes chercheurs spécialisés dans les questions de Défense.

Les travaux menés dans le cadre de l'Irsem sont publics. Ils s'adressent aux acteurs du monde militaire et politico-militaire, aux spécialistes du monde universitaire et de la communauté scientifique, ainsi qu'à toute personne s'intéressant aux questions de défense.

QUI CONDUIT LES TRAVAUX ?

L'équipe de l'Irsem comprend une quarantaine chercheurs. La plupart des travaux sont conduits en interne (recherche dite « résidente »), mais des études peuvent être ponctuellement commandées à l'extérieur.

QUELS SONT SES OBJECTIFS ?

L'ambition de l'Irsem est de mener une réflexion stratégique française autour de huit domaines, que l'on peut regrouper au sein de trois thématiques :

Sur le thème de la sécurité internationale :

- études des nouveaux conflits ;

COMMENT CONSULTER LES PUBLICATIONS ?

Les productions de l'Irsem sont disponibles en intégralité sur le site Internet www.irsem.defense.gouv.fr. L'Institut réalise quatre types de publications : les travaux menés en interne sont publiés dans les *Cahiers de l'Irsem*. Les travaux menés par des experts sont diffusés par le biais des *Études de l'Irsem*. Les *Fiches de l'Irsem* proposent des points de situation sur des sujets d'actualité. Enfin, les *Paris Paper*, rédigés en anglais, offrent un regard français sur un concept ou un enjeu de défense actuel. L'agenda des manifestations de l'Institut est également accessible en ligne.

Frédéric Charillon, professeur de science politique, directeur général de l'Irsem

« Cette fusion à l'École militaire a pour ambition de rassembler nos chercheurs civils et militaires, décloisonner les disciplines et offrir un renouveau et une visibilité de la pensée stratégique française »

Pourquoi avoir fusionné et regroupé à l'École militaire les centres de recherches du ministère de la Défense ?

Cette fusion a été initiée avec l'ambition de rassembler nos chercheurs, jusqu'alors dispersés sur plusieurs sites, afin d'atteindre une « masse critique » en mesure d'offrir un renouveau et une visibilité à la pensée stratégique française. Il s'agissait aussi de décloisonner les disciplines faisant l'objet de centres de recherches dédiés (Centre d'études en sciences sociales de la Défense ou Centre d'études d'histoire de la Défense), afin de proposer des approches plus transversales, car pluridisciplinaires. Le fait d'avoir installé l'Irsem à l'École militaire traduit également une volonté de réunir, non pas seulement chercheurs et disciplines, mais experts civils et militaires. Le décloisonnement entre les opérationnels et les observateurs est en effet indispensable à une bonne compréhension des enjeux stratégiques. Alors qu'il est très rare, en France, de voir un militaire enseigner à l'université ou un universitaire effectuer une mission dans un centre de recherches ministériel, ces deux mondes ont désormais la possibilité de se rencontrer, d'échanger et de collaborer.

Quel premier bilan faites-vous après six mois d'activité ?

Si la création officielle de l'Irsem date de janvier dernier, certains de nos projets ont été lancés dès le mois d'octobre 2009. Depuis, nous avons organisé 37 manifestations (conférences, colloques et journées d'études) et publié 22 documents. Si l'on peut évoquer la montée en puissance des activités menées au sein de ce nouvel Institut, le véritable bilan à tirer se situe dans le constat d'une parfaite collabora-



CHRISTOPHE FIARD / JICOD

Frédéric Charillon. Professeur de science politique à l'Université d'Auvergne-Clermont I, il enseigne également à Sciences-Po Paris ainsi qu'à l'Ena.

tion entre nos experts civils et militaires, au point qu'il est difficile de distinguer les participants militaires et les universitaires civils, lors de ces événements.

Comment ont été définis les domaines d'études et de recherches ?

Nous avons cherché à couvrir les disciplines et les thèmes qui intéressent la recherche stratégique et le ministère de la Défense : par exemple la sécurité européenne et transatlantique, qui constituent les deux cercles d'engagements internationaux de la France. Nous nous sommes, pour cela basés sur les lignes directrices du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale (ndlr, *adopté en 2008 il définit la stratégie globale de défense et de sécurité française*), tout en maintenant les domaines de recherche qui existaient auparavant et en en développant de nouveaux.

Nous avons, par exemple, créé un pôle sur les enjeux juridiques de la Défense.

Votre liberté de parole est-elle limitée ?

Au sein de l'Irsem, nous avons une entière liberté d'expression ! À nous d'en faire usage de manière responsable. La question ne se pose d'ailleurs pas tant en termes de liberté que de positionnement, car l'Irsem dépend du ministère de la Défense. Si nos chercheurs ne sont pas toujours d'accord avec la position officielle, nous n'avons pas à nous montrer opposés ou en accord avec les politiques menées par l'institution. Nous devons encourager la réflexion et donner à nos décideurs des éléments de compréhension pour une situation donnée.

Quel est l'apport de l'Irsem dans la réflexion sur les opérations menées en Afghanistan ?

L'Irsem contribue à élaborer et à diffuser un point de vue français sur ces opérations. Pour ce théâtre, le colonel Michel Goya (ndlr, *directeur d'études au sein de l'Irsem*) a mené une étude à laquelle ont collaboré deux universitaires, Camille Sicourmat et Benoist Bihan, sur la doctrine développée par le général américain Stanley McChrystal (« *L'axe du moindre mal. Le plan Obama-McChrystal pour l'Afghanistan* », paru dans les *Cahiers de l'Irsem n° 2*, en mars 2010), qui se focalise sur la nature et l'évolution du conflit afghan. D'autres études participent aussi à développer et à exprimer une position française sur les opérations menées dans ce pays, de manière moins directe, telles que des recherches portant sur l'Asie, le monde musulman ou encore l'avenir de l'Otan. ■

Linda Verhaeghe

Les thoniers qui pêchent dans l'océan Indien six mois durant sont exposés aux attaques des pirates somaliens. Formées à les protéger, des équipes de protection embarquées (EPE) basées à Mahé, aux Seychelles, sont déployées à bord de douze navires de pêche.



PHOTOS : MIKAËL MAZELLA / MARINE NATIONALE

Protection rapprochée pour

Résolés en plein océan, bas sur l'eau, quasiment statiques pendant le ramassage des filets, les thoniers qui pêchent dans le Sud de l'océan Indien constituent des proies faciles pour les pirates somaliens. Et la campagne de pêche des bateaux français s'étale sur six mois sur une zone s'étendant de la Réunion au Kenya. Il y a un an et demi environ, suite à plusieurs tentatives d'attaques contre des thoniers, dont une réussie sur un bateau espagnol, un groupement français de pêche, Orthongel (Organisation des producteurs de thon congelé), a demandé

l'aide de l'État français. Le gouvernement a mandaté la marine nationale, et au mois de juillet 2009, les premières équipes de protection embarquées (EPE) étaient déployées à bord des thoniers d'Orthongel. Basés au port de Mahé, capitale des Seychelles, une douzaine de ces navires de pêche français bénéficient de ce dispositif de protection formalisé par un protocole d'accord entre la marine et le groupement de thoniers.

Invariablement, les pirates armés de fusils, voire de lance-roquettes, convergent simultanément vers leur cible sur de peti-



Exercice de prise de contact avec un « skiff » (à l'aide d'un projecteur Scott). Un SOFA (*status of forces agreement*), accord entre les États français et seychellois, encadre la présence des EPE aux Seychelles.

les thoniers français

tes embarcations, des skiffs. « *Ils avancent deux fois plus vite que les bateaux de pêche et tirent dès qu'ils sont assez près,* explique le lieutenant de vaisseau B., actuel chef de détachement EPE aux Seychelles. *Les EPE sont là pour les dissuader d'attaquer et, le cas échéant, pour stopper leur attaque.* »

La présence de ces militaires aux Seychelles est encadrée par accord entre les États français et seychellois, un SOFA (*status of forces agreement*). Le poste de commandement du détachement EPE est, en effet, établi à Mahé, près des structures des

armateurs de thoniers. Les EPE déployées sur les navires pour assurer leur protection sont armées par des commandos marine, éléments de forces spéciales de la marine, des fusiliers marins des groupements d'intervention et de renfort de Brest et Toulon ou des compagnies de fusiliers marins de Lann-Bihoué et Cherbourg et, enfin, par des membres des brigades de protection de la Force d'action navale (Alfan). « *Ainsi, à l'expertise des uns en matière de sécurité et d'usage des armes s'ajoute le savoir-faire des autres en termes de manœuvres et de* ■■■





Après un entraînement au tir et une instruction aux secours d'urgence, les « stagiaires » sont en situation.

Les futurs membres des EPE déroulent et répètent les règles d'engagement jusqu'à ce qu'elles deviennent un réflexe.

■ ■ ■ *navigation* », précise le lieutenant de vaisseau B. Composées de profils divers, les EPE suivent une instruction d'une quinzaine de jours avant d'être déployées sur les thoniers français. La troisième relève d'EPE, partie de France début avril, a suivi cette formation dispensée à la base des fusiliers marins et commandos marine de Lorient, par des instructeurs commandos. Après un entraînement au tir et une instruction aux secours d'urgence, les « stagiaires » sont mis en situation à bord de quatre bâtiments-écoles. Chaque équipe y subit des attaques simulées par des fusiliers marins à bord de petites embarcations. Les futurs membres des EPE déroulent et répètent les règles d'engagement jusqu'à ce qu'elles deviennent un réflexe. Car les attaques ne laissent pas le temps à la réflexion : un skiff parcourt en moyenne 0,5 nautique par minute, c'est-à-dire environ 1 kilomètre. « Une embarcation est considérée suspecte dès qu'un écho radar semble converger vers le bâtiment, explique un marin. Le personnel de veille contacte alors l'EPE au "poste de combat". »

Au centre du dispositif, le chef d'EPE devient alors maître à bord tandis que ses équipiers prennent position de façon à avoir une vue de tous les côtés du bateau et à ne pas être gênés

pour tirer. L'équipage du thonier se réfugie dans une partie décidée au préalable. Seul le capitaine est censé rester en passerelle pour manœuvrer. L'action des EPE vise à dissuader l'agresseur, voire à le neutraliser s'il pénètre dans le périmètre de sécurité du navire. « Dès lors que le thonier essuie des tirs, il se trouve en état de légitime défense, souligne le major L. Les procédures exigent que l'on riposte de façon proportionnée. » Lors d'une attaque, le chef d'EPE ordonne en outre à ses équipiers que certains prennent des clichés des embarcations hostiles. Car les photos peuvent être exploitées comme pièces à conviction devant la loi. « En particulier quand les pirates sont interceptés et peuvent être traduits en justice », précise le major.

Pour les chefs d'équipe, cette mission de protection est profondément « responsabilisante ». Ces marins opèrent en toute autonomie, seuls à la tête de leurs hommes et en charge de la protection d'un équipage civil. « Il faut à la fois savoir déléguer les responsabilités et coordonner les actions de chacun à bord », résume l'un d'eux.

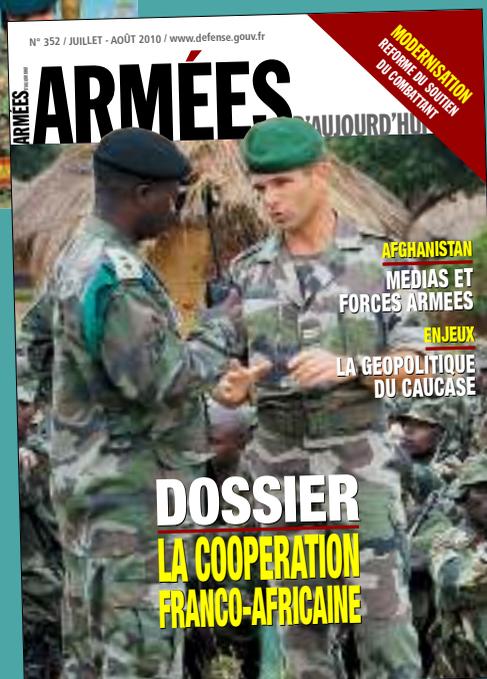
À quelques heures de leur départ pour les Seychelles, les marins fraîchement estampillés « EPE » ont reçu les derniers conseils de l'amiral Gillier commandant la Force maritime des fusiliers marins et commandos (Forfusco) qui joue un rôle important dans la lutte que mène la France contre la piraterie. « Une campagne de pêche en haute mer n'est pas une partie de plaisir, a-t-il rappelé. Vous devrez vous intégrer au rythme des "marées" et respecter le travail de ces hommes de la mer qui connaissent leur élément par cœur. Car eux comptent sur vous et sur votre capacité à les protéger. »

Depuis la mise en place du dispositif, une quinzaine d'attaques a été déjouée par les équipes de protection embarquées, dont la dernière s'est produite en mars dernier.

Cynthia Glock



Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n°)	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n°)	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

ARMÉES

D'AUJOURD'HUI



STÉPHANE FROIDURE

18/06 LES COMMEMORATIONS DE L'APPEL DU 18 JUIN

C'est, pour la première fois, depuis Londres que les commémorations de ce 70^e anniversaire ont débuté. Le président de la République, Nicolas Sarkozy, accompagné du ministre de la Défense, Hervé Morin, a assisté à une grande cérémonie franco-britannique au Royal Chelsea Hospital (équivalent de l'institut national des Invalides). Le même jour, de retour en France, le chef de l'Etat s'est rendu au Mont-Valérien pour raviver la flamme

du souvenir, en présence du Premier ministre, François Fillon, du ministre de la Défense, Hervé Morin, et du chancelier de l'ordre des Compagnons de la Libération, François Jacob. Le Mont-Valérien, où un millier de résistants et otages furent fusillés par les Allemands de 1941 à juin 1944, abrite le Mémorial de la France combattante, monument commémoratif élevé à la demande du général De Gaulle après la seconde guerre mondiale.



JEAN-RAPHAEL DRAHI / SIRIPA

18/06 LA DEFENSE LAUREATE DES TROPHÉES ACHATS

Le ministère de la Défense a remporté un Trophée Achat décerné par la Compagnie des dirigeants et acheteurs de France (CDA), dans la catégorie « évaluation et évolution de la performance achats ». Le ministère a été tout particulièrement distingué pour son action en matière de recherche de la performance, au tra-

vers de ses outils de mesure et surtout de sa démarche de professionnalisation. Ce prix est un encouragement pour les équipes du ministère et le signe que la réforme des achats conduite en son sein répond aux meilleurs standards souhaités par les professionnels français de ce secteur d'activité.



06/06 LE MINISTRE DE LA DÉFENSE EN ARABIE SAOUDITE

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, s'est rendu en Arabie Saoudite, où il a rencontré le roi Abdallah Bin Abdulaziz Al Saoud, ainsi que le prince héritier Sultan Bin Abdulaziz Al Saoud, ministre de la Défense. La visite d'Hervé Morin s'inscrit dans le cadre des relations bilatérales de défense entre les deux

pays. Celles-ci se sont concrétisées par l'escalade d'un groupe-école de bâtiments de la marine saoudienne à Toulon, il y a un an, ainsi que par l'exercice Green Shield, qui a impliqué l'armée de l'air des deux Etats en octobre 2009. L'Arabie Saoudite est l'un des plus gros importateurs d'armement français.



B. BIASUTTO / DICOD



JACQUES ROBERT / DMFA

09/06 L'IGESA OFFRE UN SEJOUR VACANCES AUX BLESSES EN OPERATIONS

Le directeur des ressources humaines du ministère de la Défense, Jacques Roudière, et Isabelle Danesi, directrice par intérim de l'Institution de gestion sociale des armées (IGESA), ont signé un protocole en vue d'offrir des vacances aux blessés en opérations extérieures. Ces derniers pourront séjourner gratuitement, une semaine et

en famille, dans l'un des établissements gérés par l'IGESA en métropole, en Corse et dans les départements d'outre-mer. Cette mesure, qui témoigne de la solidarité de la communauté de Défense, sera rétroactive et s'appliquera à tous les blessés en opérations extérieures depuis le 1^{er} janvier 2008.

09/06 LE GENERAL GEORGIN GRAND CHANCELIER DE LA LEGION D'HONNEUR

Le général d'armées Jean-Louis Georgelin a été nommé grand chancelier de la Légion d'honneur et chancelier de l'ordre national du Mérite par le président de la République, Nicolas Sarkozy, le 9 juin. La mission du Grand Chancelier est de contrôler toutes les éta-

pions de la Légion d'honneur. Il reçoit les propositions de nomination, les fait examiner par le conseil de l'ordre et les soumet au chef de l'Etat. Il en contrôle les publications au *Journal officiel* et s'assure du bon déroulement des cérémonies de remise de cette haute décoration nationale.



17/06 LES PENSIONS MILITAIRES AU CŒUR DE LA 82^e SESSION DU CSFM

Le ministre de la Défense a assisté à la séance de clôture de la 82^e session du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM). Concernant le dossier des retraites, le ministre a indiqué que, dans une logique de solidarité nationale, la durée de service pour l'obtention d'une pension militaire passerait de 15 à 17 ans pour

les non-officiers et de 25 à 27 ans pour les officiers, tout en rappelant la nécessité de préserver la spécificité du régime des pensions militaires. Le projet de loi de réforme des retraites sera débattu au Parlement en septembre. Il prévoit de repousser progressivement l'âge légal de départ de 60 à 62 ans entre 2011 et 2018.



CCH FIARD CHRISTOPHE



JEAN-RAPHAËL DRAHI / SIRPA

18/06 APPEL DU 18 JUIN : SON ET LUMIERE AUX INVALIDES

La journée de commémoration du 70^e anniversaire de l'appel du général De Gaulle s'est achevée par un spectacle de son et lumière, embrasant la façade nord de l'Hôtel national des Invalides, à Paris. Aux côtés du Premier ministre, François Fillon, le secrétaire d'Etat à la Défense et aux Anciens Combattants, Hubert Falco, après s'être rendu aux commémorations

de Londres et de l'île de Sein, a assisté au spectacle retraçant l'extraordinaire aventure des Français libres, de l'appel à la résistance à la victoire. L'épopée a été contée en six actes : la guerre, l'appel, le ralliement et la résistance, les débarquements, la libération, enfin, le *Chant des partisans* a été interprété par 300 choristes du Chœur de l'Unesco (voir p. 18).

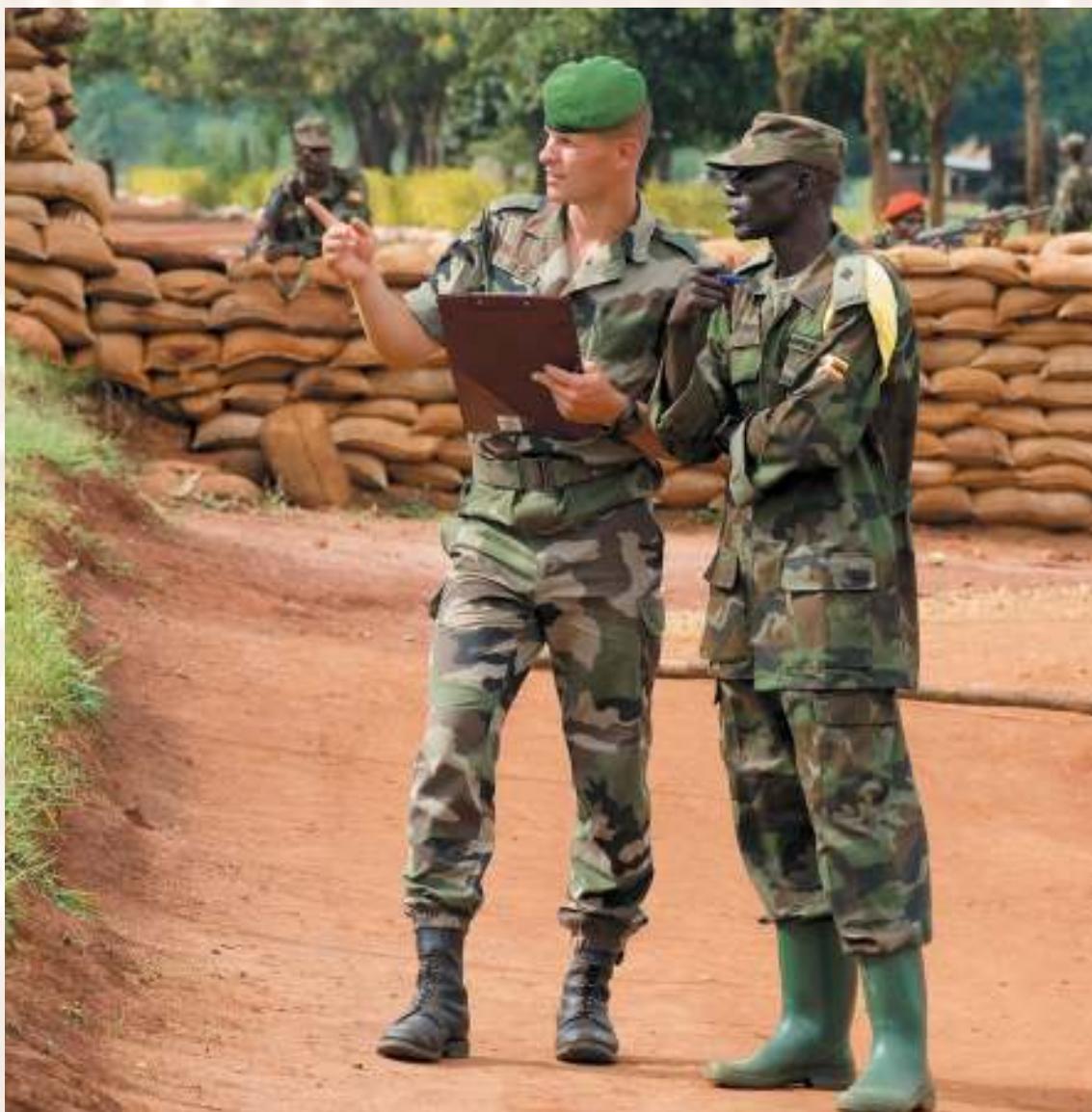


D.R.

30/05 PREMIER DEPLACEMENT DU CEMA EN AFRIQUE

Pour son premier déplacement en Afrique depuis sa prise de fonctions, le chef d'état-major des armées, l'amiral Edouard Guillaud, s'est rendu au Gabon. Il s'est entretenu avec les autorités gabonaises, avec lesquelles il a évoqué les évolutions du partenariat de défense signé par les présidents Bongo et Sarkozy le 24 février dernier. Au cours de sa visite, le

CEMA a aussi inspecté les Forces françaises au Gabon. Fortes d'un millier de militaires, elles constituent une capacité d'intervention permanente pour assurer la sécurité des ressortissants français dans la région et qui entretiennent une coopération opérationnelle et technique régionale avec les forces locales et celles des autres pays de la région.



ARNAUD ROINÉ / ECPAD

DOSSIER RÉALISÉ PAR JULIEN FOUINEAU

FRANCE - AFRIQUE VERS UNE NOUVELLE COOPERATION

Quatorze armées africaines qui défilèrent sur les Champs-Élysées pour le 14 Juillet, un sommet Afrique-France qui a rassemblé le mois dernier la quasi-totalité des chefs d'Etat du continent et le cinquantenaire des indépendances : 2010 en France est marquée du sceau de l'Afrique. Parmi les partenaires de la France, l'Afrique a toujours eu une place prépondérante en matière de coopération militaire. Celle-ci a joué un rôle important dans la construction par les pays africains de leur appareil de sécurité. Cette étape franchie, la coopération s'est adaptée à de nouvelles demandes : développer le savoir-faire militaire au sein de ces jeunes armées. Chargées de défendre la souveraineté nationale de leur pays, elles ont reçu en outre, depuis une dizaine d'années, la charge de défendre la paix sur le continent à travers les missions que leur confient l'Onu ou l'Union africaine. L'organisation de la coopération militaire entre la France et ses partenaires africains a suivi ces évolutions. Ainsi, depuis peu, elle comprend deux branches. La première, dite structurelle, prend place dans un cadre diplomatique et dépend, à ce titre, du ministère des Affaires étrangères et européennes. La formation dispensée par les militaires français y tient une large place. La seconde, dite opérationnelle, s'exerce essentiellement à travers des actions de formation des forces africaines sur place et relève du seul ministère de la Défense. Nous avons cru bon de revenir sur ces changements majeurs survenus depuis la disparition du ministère de la Coopération.

Aider l'Afrique à construire la paix

Considérant que c'est aux pays africains de défendre la paix sur le continent, la France, avec ses partenaires européens, contribue à leur donner les moyens d'y parvenir.

Instructeur français en Ouganda. Page de droite : des soldats sénégalais se préparent à une mission de maintien de la paix au Darfour lors d'un exercice avec les Forces françaises du Cap-Vert.



ARNAUD ROINE / ECPAD

« **S**ois une montagne, ou cherche une montagne sur laquelle t'appuyer... » Ce proverbe somalien, qui traduisait bien la période des alliances des pays africains avec les superpuissances de la guerre froide, ne reflète que partiellement la situation actuelle. Au lendemain des indépendances, les Etats d'Afrique sub-saharienne qui avaient signé des accords de défense avec la France se

... sont appuyés sur ces accords pour construire leur appareil de sécurité. Quant à la France, « sa coopération en matière de défense et de sécurité est avant tout un outil de sa politique étrangère, au même titre par exemple que l'aide au développement », souligne Jérôme Spinoza, chargé de mission Afrique à la Délégation aux affaires stratégiques (DAS) du ministère de la Défense. La coopération militaire française a la particularité

d'être « bicéphale », comme la qualifie le général Emmanuel Beth, directeur de la coopération de sécurité et de défense (DCSD) : « Il y a en effet une coopération structurelle, faite par la DCSD (voir p. 52) et inscrite dans la longue durée, qui apporte conseil auprès des hautes autorités des pays partenaires, fournit une aide matérielle, finance des formations en France (voir p. 58) et à l'étranger. Elle est conduite par le ministère des Affaires étrangères. Il y en a une seconde, dite opérationnelle, qui est conduite par le ministère de la Défense. Elle porte sur les exercices bilatéraux ou multilatéraux et sur la formation directe sur le terrain à travers les DIO (détachements d'instruction opérationnels, voir p. 55). Les tâches entre les ministères de la Défense et celui des Affaires étrangères sont clairement réparties. »

Ces deux types de coopération sont mis en œuvre partout dans le monde où la France a des partenaires. L'Afrique en représente la plus grande part, la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et celle des Etats d'Afrique centrale (CEEAC), surtout. En 2009, le continent comptait par exemple 18 des 25 principaux pays partenaires de la France en matière de formation des cadres. 253 militaires (gendarmes inclus) y étaient présents, l'an dernier, sur les 314 en poste dans le monde. Les attachés de défense auprès des ambassadeurs de France coordonnent les « instruments » des volets opérationnels, c'est-à-dire les hommes et les moyens fournis par les bases pré-positionnées : les Forces françaises du Gabon (FFG), du Cap-Vert (FFCV), de Djibouti (FFDJ), et les Forces armées françaises en zone Sud de l'océan Indien (FAZSOI) de la Réunion.

Les raisons qui poussent la France à poursuivre sa coopération militaire avec des Etats d'Afrique ont été rappelées dans le dernier Livre blanc sur la défense et

la sécurité nationale. Avec moins de 15 kilomètres les séparant, « la France et l'Europe ne peuvent se désintéresser du continent qui leur est le plus proche. (...) L'Afrique subsaharienne reste marquée par des guerres endémiques. Certains conflits (Somalie, République démocratique du Congo, Darfour), du fait de leur dimension régionale, peuvent même affecter la sécurité du continent. L'Afrique aspire à disposer de ses propres capacités de règlement des différends, de prévention des crises et de maintien de la paix. » (P. 44 du Livre blanc.)

Pour Jérôme Spinoza, « cette proximité induit d'autres sujets de préoccupation comme la gestion des flux migratoires, la sécurisation de nos approvisionnements



D.P.

énergétiques et la lutte contre le terrorisme. La sécurité de nos compatriotes hors des frontières est un enjeu également ». En effet, 110 000 Français vivent en Afrique francophone et un peu moins de 20 000 dans les pays non francophones, selon les chiffres du ministère des Affaires étrangères pour 2009.

Depuis plusieurs années, la France fait reposer sa politique de défense et de sécurité en Afrique sur qua- ■ ■ ■



GIAN LUIGI GUERCIA

Troupes de l'Union africaine. Pour gérer les conflits, des Forces africaines en attente (FAA) seront créées : dans chaque sous-région, une brigade de 5 000 hommes.

■ ■ ■ tre piliers : la concertation avec les pays africains, la transparence par la publication des accords, l'appropriation africaine de sa sécurité et, enfin, l'« européanisation », à savoir un engagement accru de l'Europe sur les questions de sécurité en Afrique.

Au cœur de la coopération militaire française figure donc désormais la construction de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (AAPS), un programme initié en 2003 par l'Union africaine (UA). Il consiste en la mise place, dans chaque sous-région, d'une brigade de 5 000 hommes (incluant une composante policière et civile) répon-

l'ambition, son propre dispositif de sécurité collective », avait alors annoncé le président français, avant d'ajouter vouloir « faire de l'Europe un partenaire majeur de l'Afrique en matière de paix et de sécurité ».

Le continent africain souhaitait se donner les moyens de régler ses conflits. La France l'a aidé en lui fournissant un concept symbolisé par l'acronyme RECAP : Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix. « Il a été élaboré à la fin des années 1990, explique Niagalé Bagayoko, spécialiste des questions de coopération militaire à l'Institute of Development

Studies (IDS) de l'université du Sussex, en Grande-Bretagne. Jusqu'à la chute du Mur, la coopération militaire française visait à créer les armées des pays partenaires : c'était la coopération dite "de substitution", où les Français étaient intégrés au sein même de ces armées. »

En 2007, l'UE signe un partenariat stratégique avec l'Afrique. A compter de 2008, le cycle Recamp s'euro-

péanise. L'UE met au service de l'UA un outil pour lui permettre de valider la Force africaine en attente. Aujourd'hui, 15 pays, l'Onu et l'Otan sont des contributeurs du programme. Renommé Amani Africa, Eurorecamp est aujourd'hui une des actions centrales de la Stratégie conjointe Afrique-UE signée à Lisbonne fin 2007. Il s'agit d'un cadre politique couvrant huit partenariats (dont la sécurité, le développement, les énergies, les nouvelles technologies de l'information et de la com-

Une nouvelle étape devrait s'ouvrir avec l'Architecture africaine de paix et de sécurité, un projet de l'Union africaine.

dant au nom de Force africaine en attente (FAA). Cette force est destinée à gérer et résoudre les conflits. Car, « à l'exception des pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Libye), signalent Thierry Perret et Philippe Leymarie, auteurs de *Les 100 clés de l'Afrique* (Hachette 2006), la plupart des armées africaines restent caractérisées par leur faiblesse tant en armes qu'en effectifs et en qualification. ».

Le discours du Cap prononcé par Nicolas Sarkozy devant le Parlement sud-africain en février 2008 est venu confirmer le soutien de la France à ce projet africain. « Je propose que la présence militaire française en Afrique serve en priorité à aider l'Afrique à bâtir, comme elle en a

munication). « Mais le cycle Eurorecamp, s'il a souligné ce changement, n'a pas été facile à mettre en place, détaille Niagalé Bagayoko. Chaque pays européen avait sa politique de coopération, comme le Portugal et son Programme pour le soutien des missions de paix en Afrique (PAMPA) ou la Grande-Bretagne et l'Africa Conflict Prevention Pool (ACPP). Les succès de l'africanisation de la politique de sécurité de l'UE sont dus autant aux opérations qu'elle a menées, comme Artémis en République démocratique du Congo en 2003, qu'à la mise en place d'Eurorecamp. »

Les inflexions de la politique de défense depuis l'élection d'un nouveau président de la République marquent-elles alors un quatrième moment dans l'histoire de la coopération militaire de la France en Afrique ? « Ce qui est sûr, c'est que l'annonce de la renégociation des accords de défense avec les pays africains concernés est une rupture par rapport aux périodes précédentes », reconnaît Jérôme Spinoza. Cette rupture concerne les accords de défense proprement dits, signés pour la plupart au lendemain des indépendances, renégociés pour certains dans les années 1970. Dès le début de son man-

dat, M. Sarkozy les a jugés « obsolètes ». Il estimait une intervention de la France lors d'une crise intérieure incompatible avec le souhait de voir les pays africains régler leurs propres problèmes de sécurité. Conformément au souhait du président de la République, les nouveaux accords seront ratifiés par le Parlement.

La coopération militaire de la France poursuit donc sa mutation. Une nouvelle étape des relations avec ses pays partenaires devrait s'ouvrir avec la construction de l'Architecture africaine de paix et de sécurité. « Même s'il y aura du retard dans la mise en place des brigades régionales, les avancées sont réelles, conclut le colonel Fournier, de l'état-major des armées. N'oublions pas que notre expérience de la construction européenne nous a montré que la meilleure manière d'avancer, c'était d'agir. » ■

Julien Fouineau



ARNAUD ROINÉ / ECPAD

En quoi consiste l'apport de l'Union européenne dans le domaine de la sécurité en Afrique ?

L'action de l'UE consiste avant tout à appuyer les efforts des pays africains dans la mise en place d'un système de sécurité collective. C'est le volet "Paix et Sécurité" du partenariat stratégique Europe-Afrique. Cet effort se répartit selon deux axes : le soutien financier des opérations de paix conduites par des Africains sous l'autorité de l'Union africaine, d'une part, l'appui à la construction de l'Architecture africaine de paix et de sécurité (APSA), et en particulier de la Force africaine en attente, d'autre part.

Quelle place la France a-t-elle prise, au sein de l'UE, dans l'élaboration de cette politique ?

La France a joué un rôle essentiel dans la mesure où c'est souvent elle qui a convaincu ses partenaires euro-

peins de consentir des efforts vis-à-vis de la paix et de la sécurité en Afrique. Elle a d'ailleurs décidé d'inscrire désormais la plus grande partie de son action dans le cadre de l'UE.

Quel est le budget alloué par l'UE pour le volet paix et sécurité par rapport à celui de l'aide au développement ?

L'UE consacre environ 1 milliard d'euros sur trois ans pour le soutien au renforcement des capacités africaines de paix et de sécurité. Il faut ajouter à cela, au titre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), le coût des opérations militaires (par exemple 8 millions d'euros pour Atalante et 5 millions d'euros pour la Somalie) ou civiles (environ 280 millions d'euros pour 2010). L'aide au développement, pour sa part, s'élève à 22,682 milliards d'euros, qui ont été alloués au 10^e Fonds européen de développement (FED) pour la période 2008-2013. Le FED est le principal instrument d'aide de l'UE au développement des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), ainsi que des pays et territoires d'outre-mer. ■

3 questions au

général Pierre-Michel Joana, conseiller spécial « Paix et sécurité en Afrique » au Conseil de l'UE

Des actions militaires sous tutelle des Affaires étrangères

Sous l'autorité du ministère des Affaires étrangères, la Direction de la coopération de sécurité et de défense mène des actions de conseil et de formation dans les pays partenaires de la France. Essentiellement ceux d'Afrique subsaharienne.

J. FOUINEAU/DICOD

Bamako, Mali. Une des 16 Ecoles nationales à vocation régionale (ENVR) en Afrique. 1 500 stagiaires passent chaque année par ces écoles.



SÉCURITÉ ET DÉFENSE

« **N**ous agissons uniquement à la demande des États, sous forme de partenariats, et en fonction des orientations du ministère des Affaires étrangères », précise le général Emmanuel Beth, Directeur de la coopération de sécurité et de défense (DCSD). Une partie des militaires en charge de la coopération est en effet rattachée... au Quay d'Orsay. « Nous sommes en charge de la coopération dite structurelle. Nous élaborons et mettons en œuvre des projets dans la durée, essentiellement dans la formation et le conseil, poursuit le général Emmanuel Beth. Le ministère de la Défense, lui, conduit la coopération dite opérationnelle, axée sur des exercices conjoints assez courts. »

Anciennement intitulée Mission militaire de coopération



(MMC) et rattachée à l'ancien ministère de la Coopération, la coopération structurelle est désormais du ressort du ministre des Affaires étrangères, qui coordonne l'ensemble des politiques bilatérales et multilatérales. Outre le volet militaire, elle a désormais en charge les questions de sécurité intérieure et de sécurité civile (voir encadré ci-dessous).

Ses activités s'étendent sur tous les continents, mais la DCSD intervient surtout en Afrique sub-saharienne : sur un budget de 92,5 millions d'euros en 2009, 80 % étaient destinés au continent Noir (1). Les deux tiers des 277 militaires, 49 policiers et 50 gendarmes en poste à l'étranger le sont en Afrique.

« Si la majeure partie de notre activité se porte vers l'Afrique, cela résulte du conseil de défense de 2003. Ce conseil des ministres restreint, qui définit les priorités de la France en matière de défense et de sécurité nationale, avait fixé la priorité sur l'Afrique. »

Une priorité concrétisée tout d'abord par la formation. « Nous finançons des formations en France (voir p. 58) ou à l'étranger

pour les cadres dans tous les domaines : terre, air, mer, police, gendarmerie et sécurité civile », détaille le colonel Franck Reignier, sous-directeur Afrique sub-saharienne à la DCSD. En Afrique, la DCSD a lancé à la fin des années 1990 les Ecole nationales à vocation régionale (ENVR) : « Le concept collait bien à la volonté des pays d'Afrique de prendre en main leur propre sécurité en privilégiant la formation, poursuit le colonel. Leur création s'inscrivait alors en outre dans le projet français de Renforcement des capacités africaines de maintien de la paix (RECAMP) pour permettre à ces pays de mener des opérations de maintien de la paix sur leur conti- ■ ■ ■

L'intérieur en plus

L'ancienne Direction de la coopération militaire et de défense (DCMD) est devenue, en mars 2009, la Direction de la coopération de sécurité et de défense (DCSD). Les activités de police et de gendarmerie dans les domaines de la sécurité intérieure et de la sécurité civile sont désormais sous la férule de la DCSD. Cette réforme est le fruit des conclusions du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale concernant la politique étrangère et européenne de la France. « Dans les opérations de maintien de la paix, la défense et la sécurité sont de plus en plus complémentaires », note le général Emmanuel Beth.

■ ■ ■ *nent.* » Les ENVR couvrent les trois domaines intervenant dans une opération de maintien de la paix : la planification et la conduite d'une opération, le contrôle du territoire et la sécurité des populations et, enfin, l'évolution en milieu dégradé, qui regroupe le soutien médical et les opérations de déminage. Sur dix-sept ENVR, à l'exception d'une école de gendarmerie située en Roumanie, les autres sont en Afrique de l'Ouest et de l'Est (voir ci-dessous). « *C'est un cercle vertueux : bien former ces militaires pour les opérations des Nations unies ou de l'Union africaine, c'est aussi améliorer la qualité de leurs armées respectives,* souligne Franck Reignier. *Les ENVR couvrent désormais tous les niveaux hiérarchiques, du soldat aux officiers supérieurs.* » Au total, 1 500 stagiaires ont suivi les cours des ENVR l'an dernier, une proportion importante des 2 400 militaires étrangers que forme la France hors de et sur son territoire.

La coopération structurelle avec les pays partenaires s'effectue sur d'autres modes. Notamment par le conseil et l'expertise à haut niveau, mais aussi par l'aide matérielle. Car si la DCSD n'a pas vocation à fournir de l'armement, elle peut apporter de l'aide matérielle, concrétisée par exemple par du soutien logistique. Récemment, l'achat d'engins du génie destiné à l'École du génie-travaux du Congo-Brazzaville a été financé à hauteur de 275 000 euros (sur un total de 750 000 euros sur trois ans).

Enfin, la DCSD accompagne le soutien aux exportations françaises d'armement (SOUTEX), que ce soit en amont ou en aval, à travers la présence des coopérants militaires techniques.

Dans les prochaines années, l'Afrique devrait rester au cœur de son action. « *Nous allons poursuivre la montée en puissance de l'école navale de Bata, en Guinée équatoriale, spécialisée dans la sécurité maritime, avec l'objectif d'en faire une ENVR à l'été 2011. Notre coopération bilatérale va s'attacher également à renforcer nos partenariats en direction des pays du Sahel, zone prioritaire en matière de sécurité, selon le Livre blanc, et vers les pays anglophones, gros contributeurs aux opérations de maintien de la paix, notamment par le biais de l'enseignement du français* », conclut le colonel Franck Reignier. ■

Julien Fouineau

1. Chiffres : budget annuel 2009 DCSD.



ARNAUD ROINÉ / ECPAD

Les 16 écoles nationales à vocation régionale (ENVR) en Afrique

Les ENVR sont spécialisées dans les trois domaines clés d'une opération de maintien de la paix.

Planification et conduite d'une opération :

Cours d'application des officiers de gendarmerie de Ouakam et Ecole d'application d'infanterie de Thiès (Sénégal)
 1 Collège supérieur interarmées de défense de Yaoundé (Cameroun) 1 Ecole militaire d'administration de Koulikoro et Ecole de maintien de la paix de Bamako (Mali) 1 Ecole militaire technique de Ouagadougou (Burkina Faso) 1 Ecole d'état-major de Koulikoro (Mali) et Libreville (Gabon).

Contrôle du territoire et sécurité des populations :

Centre de perfectionnement de la police judiciaire de Por-

to Novo (Bénin) 1 Centre de perfectionnement aux techniques de maintien de l'ordre et Ecole internationale des forces de sécurité à Awaé, Pôle aéronautique national à vocation régionale de Garoua (Cameroun).

Evolution en milieu dégradé :

Centre de perfectionnement aux actions post-conflituelles de déminage et de dépollution de Ouidah (Bénin)
 1 Ecole de génie travaux de Brazzaville (Congo) 1 Ecole d'application santé de Menen (Gabon) 1 Ecole du personnel paramédical des armées nigériennes de Niamey (Niger) 1 Ecole du service de santé des armées de Lomé (Togo).

Le Burkina Faso s'appuie sur l'instruction made in France

La coopération dite opérationnelle relève exclusivement du ministère de la défense. Elle consiste dans la formation des troupes directement sur le terrain. Reportage avec un Détachement d'instruction opérationnel dans deux camps burkinabés.

JÉRÔME SALLES / ECPAD

Centre d'entraînement commando de Pô, dans le Sud du pays. Après la formation, les Burkinabè récupèrent les évaluations faites par les Français.



Un groupe de combat franco-burkinabè progresse sur une piste quand, soudain, des coups de feu éclatent en rafales. C'est une embuscade. Entre les échanges de tir, un cri s'élève : « *Ma jambe ! Je suis touché à la jambe !* » Le militaire français s'écroule. Aussitôt, un soldat burkinabè se précipite auprès du blessé pour contenir l'hémorragie et faire une compression sur la plaie.

Non loin de là, un faisceau d'AK-47 impeccablement rangé près de gants de boxe et de couteaux factices nous rappelle que tous ces hommes se livrent à une simulation. Nous sommes au centre d'entraînement commando (CEC) de la ville de Pô, dans le sud du Burkina Faso à 8 kilomètres de la frontière ghanéenne. Durant deux semaines, un détachement d'instruction opérationnel (DIO) des forces françaises du Cap-Vert ■■■

Secourisme de combat. A droite, stage d'orienteur-marqueur-baliseur pour hélicoptères.



■ ■ ■ (FFCV) se tient présent aux côtés de 30 militaires burkinabè pour des stages de secourisme de combat, de techniques d'intervention opérationnelle rapprochée (TIOR, combat rapproché) ou encore de franchissement vertical. « *Nous faisons ici de la coopération militaire opérationnelle. C'est-à-dire de la for-*

« *Nous faisons de la formation de base d'unités sur le terrain en quelques semaines.* »

mation de base d'unités sur le terrain en quelques semaines », note le chef de bataillon Christophe Masse, commandant du DIO.

En charge du secourisme de combat, une formation qui n'existe pas au Burkina Faso, l'adjutant Laurent Lachiche se relève rapidement après l'exercice. Pendant qu'il était « touché à la jambe », il suivait du coin de l'œil chaque geste de ses stagiaires. « *Nous sommes une patrouille de dix hommes prise à partie, explique-t-il. Je joue le blessé, à eux de réagir ! Ils apprennent les réflexes et doivent dire rapidement à leur commandant de compagnie qui et où ils sont, combien de blessés sont à leurs côtés, tout cela le plus vite possible en se*

protégeant des tirs. » Le cas est un peu différent pour le TIOR. « *Comme ce sont des troupes d'infanterie, ils ont leurs propres techniques de combat rapproché, poursuit l'adjutant-chef Christian Brenot. Mais, avec notre DIO, ils en apprennent d'autres.* »

Sur une falaise de quinze mètres de haut surplombant le centre du camp, de rares arbres viennent apporter une ombre réparatrice. Dès 11 heures, il fait plus de 40°C. Le bruit des baudriers qu'on ajuste et le cliquetis des mousquetons témoignent de l'imminence d'un exercice de franchissement vertical. Un sergent et un caporal sont en équilibre sur le rebord de la falaise, prêts à descendre en rappel, chacun assurés par un camarade. Dans leurs bras, l'extrémité d'un brancard de fortune réalisé à partir d'une poutre. But du jeu : descendre le blessé en bas de la falaise. Ce dernier regarde la scène d'un œil inquiet. « *A zeota dabeib !* » (il n'est pas rassuré), peut-on entendre chuchoter en mooré, la langue de la principale population du pays, les Mossi. La voix de l'adjutant-chef interrompt soudain la quiétude des lieux : « *Qu'est-ce que tu attends ? Tu enlèves ce nœud et tu recommences !* » Un des Burkinabè qui doit assurer les « descendeurs » refait son autobloquant. Pas assez rapidement, aux yeux de l'instructeur des FFCV. « *C'est*



JÉRÔME SALLÉS / ECPAD

quand tu veux, mais pense à tes camarades qui commencent à fatiguer... ».

« Je hausse souvent le ton, c'est vrai, reconnaît Joseph Ebounda. Une mauvaise chute au TIOR n'a pas de graves conséquences. Ici, si les stagiaires ne respectent pas toutes les consignes de sécurité et si l'un d'eux chute, ce ne sera pas la même chose... »

« Assuré ? Prêt ? Parti ! » L'un des « brancardiers » s'élançe. L'autre, fébrile, reste sur le rebord. Résultat : la poutre descend de trois mètres en biais. En haut, les soldats qui assurent doivent jouer la même note pour que la descente soit synchronisée. « Du mou, ici ! Une main au niveau des abdominaux, le pied droit en arrière ! », lance le sergent Fabrice Lombardo, qui assiste l'adjudant-chef Ebounda. La manœuvre est finalement ajustée, et les trois Burkinabè atteignent le pied de la falaise en quelques minutes. Fin de l'exercice.

A l'écart, un officier de l'armée du « Faso » a regardé la scène. « Nous sommes très attentifs au travail des sous-officiers, car ils auront à encadrer eux-mêmes par la suite, explique le lieutenant Cyprien Kaboré, chef du bureau instruction et commandant en second du CEC. Après le DIO, nous récupérerons les évaluations faites par les Français pour pouvoir ne retenir que les meilleurs. »

Deux heures et demie d'une route droite à l'infini sont nécessaires pour rejoindre Ouagadougou, la capitale

du pays. Du « Village de l'Afrique de l'Ouest », comme on la surnomme, il faut continuer ensuite quelques dizaines de minutes en direction de Kamboinsé, vers le nord. C'est ici que se déroule l'autre partie du DIO. Elle est consacrée à un stage OMB (Orienteur-Marqueur-Baliseur) pour hélicoptères. « Nous sommes évalués ce soir sur la partie guidage, explique le lieutenant Emmanuel Zoungrama de l'armée de terre. Pendant une semaine, nous avons suivi des cours théoriques sur le guidage et le balisage, multipliés les calculs sur les trajectoires et décortiqué les capacités de la machine avec laquelle nous serons évalués. » Ils sont 22 sur ce champ de tir reconverti pour l'occasion en aire de posé de fortune. Comme à Pô, ils sont pour la plupart issus de l'infanterie. Travailler avec l'hélicoptère MI-17 ne leur est pas familier.

C'est au tour du sergent Jocelin Dembélé de le guider. « Je suis à vos une heure », lance-t-il dans le combiné de la radio aux pilotes du MI-17. « Tu lui dis trop tôt, pour ta position, laisse-le faire son virage », conseille l'adjudant Pascal, instructeur du DIO. Au loin, après avoir dessiné une courbe, l'hélicoptère vole vers les deux hommes. Jocelin Dembélé prend du retard dans le guidage. « Je suis à vos onze heures... Heu, à 1 000 mètres. » « Non, non, il est à 200 mètres ! Dis-lui, vite ! », le presse l'adjudant Pascal.

Trop tard. « Le MI-17 devait faire un passage vertical au-dessus de nous, décrit l'adjudant français. Il vient de passer à côté car il ne se fie qu'aux instructions radio, même s'il nous voit assez bien. Cette manœuvre est typique d'une opération de type évacuation sanitaire ou livraison de vivres dans un environnement où il est difficile pour un hélicoptère de se poser : un bois, par exemple, où ni fumigène ni balises ne sont visibles. »

« Nous apprécions ce genre de coopération, car il est le fruit d'une réflexion que la France mène à partir des besoins que nous lui faisons connaître, souligne le chef d'état-major général des armées du Burkina Faso, le général de brigade Dominique Djindjéré. Ces DIO, qui nous ont permis de former 250 stagiaires cette année, concernent des aspects très opérationnels, mais nos futurs projets se porteront sur la gestion des ressources humaines. Même si nous nous ouvrons à d'autres pays comme les Etats-Unis ou le Canada, Paris reste un partenaire traditionnel du Burkina Faso. »

Julien Fouineau

Le général, l'élève officier et la France

Maîtres de leur outil de défense, les pays africains sont encore demandeurs de formation militaire. Du stage commando au diplôme d'état-major, ils sont plus de 400, chaque année, à venir se former en France.

BRUNO BIASUTTO / DICOD

Le général Poudiougou, chef d'état-major général des armées au Mali (au centre), à l'Institut des hautes études de la Défense nationale. « C'est à chaque stagiaire de prendre du recul et de bien comprendre pourquoi il est en France. »



LA FORMATION EN FRANCE

La piste d'audace du Centre national d'entraînement commando (CNEC), à Collioure, serpente le long d'une crique juste au-dessus de la mer. Les stagiaires commandos s'apprentent à enchaîner une vingtaine d'obstacles qui requièrent force physique, sens de l'équilibre et une bonne dose de sang-froid. Le sous-lieutenant Vivien

Békoula s'est élancé avec la ferme intention de faire un bon chrono. Il terminera le parcours exténué, comme tous ses camarades élèves officiers en dernière année de l'Ecole spéciale de Saint-Cyr. Comme eux, il rêve d'accrocher le brevet commando à sa tenue. Mais pour lui, un prestige supplémentaire s'y attache : celui de revenir chez lui avec le brevet d'un pays ■ ■ ■





BRUNO BIASUTTO / DICOD

Elèves officiers en stage au Centre national d'entraînement commando à Collioure.

■ ■ ■ étranger. Car Vivien Békoula est tchadien. Comme plus de 400 militaires d'Afrique sub-saharienne, cette année, il est venu se former en France. Les pays africains se dotent de plus en plus de leurs propres centres de formation, mais la France continue de leur ouvrir ses portes : du début de la carrière, comme pour le sous-lieutenant Békoula, jusqu'aux formations du plus haut

des priorités du ministère des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (MAEE). »

Ce partenariat s'exerce dans la limite du budget – 5 millions d'euros en 2010 – que la France alloue à ces formations. « *Ce budget est pris en charge par le MAEE au titre de la coopération structurelle, précise le lieutenant-colonel Christophe Parmentier, chef du bureau formation stages de la DCSD. Il couvre les frais de formation ainsi que les bourses accordées aux stagiaires pour subvenir aux dépenses d'hébergement et d'alimentation.* »

Toutes les écoles de formation, toutes armées confondues, sont susceptibles d'accueillir des militaires africains.

niveau, comme celles que propose l'Institut des hautes études de la Défense nationale (IHEDN). Au regard des 1 600 stagiaires étrangers, les pays africains ne représentent d'ailleurs pas une grande proportion. « *Cela traduit bien la volonté de ces pays de s'autonomiser en élaborant leurs propres parcours de formation, aidés dans leur démarche par la France, souligne le colonel Pierre-Jacques Teisseire, chef du bureau 'représentation des étrangers en France' à l'état-major des armées (EMA). L'autonomie africaine en matière de formation militaire n'étant pas achevée, la collaboration avec la France doit se poursuivre. « Nos partenaires nous font part de leurs besoins en formation, précise le colonel Teisseire. Ensuite, la DCSD (voir p. 52) et l'EMA s'accordent sur les candidatures à retenir. Les choix sont fixés en fonction*

de la DCSD conseillent les autorités militaires auxquelles elles sont rattachées pour le choix des formations. Dans la majorité des cas, le cursus des stagiaires africains s'inscrit dans un programme existant au sein de la Défense. Toutes les écoles de formation, toutes armées confondues, sont susceptibles d'accueillir un militaire africain. « *Il est cependant assez rare que nous accueillions des pilotes d'aéronefs, d'autant que la formation est très onéreuse, et que, dans ce cas, elle est à la charge du pays demandeur* », souligne le colonel Teisseire. Il existe aussi des formations à la carte où contenu du stage et durée sont adaptés aux besoins du demandeur.

Le pays reste souverain pour ce qui concerne la première sélection de ses candidats. Le sous-lieutenant Vivien

LA FORMATION EN FRANCE

décrit ce long processus : « Lors de mon engagement, j'avais quatre ans d'études supérieures en droit et une formation à Saint-Cyr m'a été m'a proposée. J'ai immédiatement accepté et la sélection a commencé. Les autorités tchadiennes ont étudié mon dossier de façon approfondie. Ensuite, j'ai passé des tests physiques et intellectuels organisés par l'état-major des armées de mon pays. Nous n'étions plus que 5 candidats. J'ai passé le concours d'entrée à Saint-Cyr auprès de la coopération militaire française au Tchad, que je suis le seul à avoir réussi. » Gage de crédibilité, cette sélection rigoureuse des candidats envoyés en France est commune à tous les pays concernés.

« Vivien fait preuve d'un très bon esprit et s'est bien intégré à la section », confirme son commandant d'unité, le chef de bataillon Roure. Cette intégration, le jeune officier s'en souvient. « Lorsque j'ai débarqué à Coëtquidan, il y a trois ans, j'étais complètement perdu. Le choc culturel a été rude. J'ai eu de la chance car mon chef de section revenait d'une opération au Tchad. Il m'a tout de suite mis en confiance en me montrant qu'il connaissait la culture de mon pays. J'ai passé mon premier Noël en France dans sa famille. »

Après trois ans passés à Saint-Cyr, son appréciation sur la formation ne diffère pas de celle de ses camarades français : « La période académique était longue, je ne m'attendais pas à autant d'enseignements universitaires. Pour moi, le métier d'officier s'apprend sur le terrain. Mais c'est du passé, et je suis bien content au CNEC. Je veux proposer à ma hiérarchie de faire mon école d'application en France dans la cavalerie, je dois donc faire mes preuves sur le terrain. »

Cela fait longtemps, pour sa part, que le général Gabriel Poudiougou, chef d'état-major général des armées maliennes, ne fréquente plus les bancs des écoles. Il a suivi la presque-totalité de sa formation en France : école d'application, cours des capitaines, diplôme d'état-major et, enfin, Collège interarmées de défense.

« Lorsque je viens en France, je ne me sens pas à l'étranger, souligne l'officier général malien. La France, c'est ma seconde patrie. » S'il est à Paris, en ce mois de mai, c'est pour assister au Forum de l'IHEDN sur le continent africain (FICA). La Défense propose ce think-tank à des auditeurs civils et militaires africains de haut niveau de responsabilité pour mener une réflexion sur des questions sécuritaires sur le continent africain. « J'assiste à ce forum dans le même état d'esprit que lorsque je suivais ma formation. Mon pays profite ainsi de l'expérience française en matière de défense. Nos liens avec la France sont restés forts et nos intérêts convergent. Lorsque

nous luttons pour sécuriser notre pays, la France nous soutient. C'est grâce à son savoir-faire que nous avons pu mettre sur pied des sections de méharistes [unités utilisant le dromadaire pour combattre en zone difficile d'accès en véhicule, ndlr] pour lutter dans les régions désertiques contre les groupes armés. Elle nous a aussi aidé à acquérir des Tetra, des avions légers de surveillance pour les grandes étendues. C'est l'une des facettes de son soutien. L'autre, c'est la formation de nos militaires en France. Une formation remarquable, pointe-t-il avec humour, puisque je suis devenu Cema de mon pays ! »

Maîtres de leur outil de défense, les pays africains sont encore parfois dépendants pour ce qui est de la formation de leur armée, les projets de construction de cent-



BRUNO BIASUTTO / DICOD

res de formation n'ayant pas encore tous abouti. Que pensent de cet écart le général malien et l'élève-officier tchadien ?

Le général Poudiougou n'y voit aucune contradiction car, selon lui, être partenaire ne veut pas dire être dépendant. « C'est à chaque stagiaire de prendre du recul et de bien comprendre pourquoi il est en France », conclut-il. La réponse du sous-lieutenant Békoula traduit plus de réserve. Ravi de sa formation en France, il considère qu'elle résulte d'un manque de ressource dans son pays. Il espère surtout que l'échange avec ses camarades français de Saint-Cyr changera leur regard sur leurs partenaires africains. ■

CEN Olivier Destefanis

SPECIAL EUROSATORY

1 300 industriels étaient au Salon international de la défense terrestre, aéroterrestre et de la sécurité. Le ministère de la Défense a présenté ses nouveautés. 50 000 visiteurs – dont 123 délégations officielles – ont pu découvrir des équipements ultramodernes, ainsi que les grands programmes d'armement et outils technologiques qui préparent l'avenir des forces armées françaises.

Recherches sur la munition autonome à précision métrique



Développer au meilleur coût des munitions « intelligentes », capables d'une précision de l'ordre du mètre sur des cibles ponctuelles et imbriquées. Tel est l'objet du programme d'études amont sur des munitions d'artillerie sol-sol à précision métrique (MPM), notifié par la

Direction générale de l'armement (DGA) à Nexter munitions et TDA Thalès fin 2008. Plusieurs objectifs opérationnels : améliorer la précision, limiter les effets collatéraux, éviter les tirs trop près des troupes amies et alléger la logistique. Les outils technologiques de navigation, guidage, pilotage, acquisition et détection devront être intégrables dans plusieurs types de munitions : mortier 120 mm, artillerie de char, artillerie de 155 mm, roquettes GMLRS et roquettes de 68 mm sous hélicoptère Tigre. La MPM suivrait d'abord une trajectoire classique de vol balistique, avant que se déploient ses ailettes de direction et que son détecteur semi-actif laser ne prenne le relais pour détecter le point lumineux désignant l'objectif. Ce point provient d'un faisceau laser dirigé par un observateur protégé, un hélicoptère ou un drone. Une centrale inertielle et un magnétomètre intégrés permettant de positionner l'engin dans l'espace assureraient le pilotage et la navigation, faisant de la MPM une munition « autonome ». Saut technologique majeur pour les futurs engagements opérationnels, cette munition devrait entrer en fabrication en 2016.

Lot de chirurgie vitale



Composé de 8 caisses hermétiques, d'un volume de 4 m³, ce nouveau lot de chirurgie vitale compact aéro-largable représente 650 kg de matériel médical, soit dix fois moins qu'une antenne chirurgicale militaire classique. En 30 minutes, quatre personnels suffisent à monter une tente gonflable, sous laquelle sont installées tables d'opération et de réanimation, ainsi que les trousseaux contenant ce qui est nécessaire aux soins. Celles-ci ont été conçues par fonctions (déchoquage, pansements, anesthésie, chirurgie...), et les produits ont été conditionnés de façon à être prêts à l'emploi. Ce lot de chirurgie vitale pourrait servir lors d'actions ponctuelles (limitées en temps et en personnels),



ARAVIS : un blindé hautement protégé

Le véhicule blindé hautement protégé (VBHP), que son constructeur, Nexter, a baptisé Aravis est un engin blindé tout-terrain doté d'une haute protection balistique et contre les mines. Modulable, il peut accueillir jusqu'à 7 personnes et remplir différentes sortes de missions : patrouille, reconnaissance, protection de convois. Le VBHP possède un armement de toit (type mitrailleuse 12,7 mm ou canon 20 mm) monté sur tourelleau téléopéré et actionné depuis un tableau de bord informatisé. Ses sept caméras placées sur le pourtour de la carrosserie lui confèrent une vision périphérique à 360°. Les images sont retransmises sur deux écrans à l'intérieur de la cabine. Equipé d'un moteur de 220 ch, le VBHP pèse 12,5 tonnes, pour une hauteur de plus de trois mètres. La DGA a livré en 2010 au 13^e Régiment du génie de Valdahon 15 exemplaires qui seront dédiés à l'ouverture d'itinéraires piégés (mines, engins explosifs improvisés). Dans cette configuration, le VBHP se place en tête de convoi derrière des systèmes d'ouverture d'itinéraires minés et des engins de contre-minage.

Le DRAC : mini-drone de reconnaissance au contact

Mini-aéronef de 3,3 m d'envergure développé par EADS, le DRAC est un drone tactique. Ses caméras jour et nuit permettent la prise de renseignement en immédiat par les troupes au sol, « comme si l'on voyait derrière la colline », selon ses concepteurs. Lancé à la main ou à l'aide d'une petite catapulte portable, le DRAC peut voler 1 h 30, et s'éloigner de sa station au sol, jusqu'à 10 km. L'ensemble du système pèse environ 60 kg. Il peut être porté à dos d'homme et est armé par 3 personnes. En l'air, le DRAC suit un plan de vol préétabli sur son système GPS. Les opérateurs orientent les caméras en cours de vol. L'atterrissage, automatique, est amorti par un système de patins. L'armée de terre dispose d'une soixantaine de systèmes DRAC, dont certains ont déjà servi au Kosovo et à Djibouti. Depuis mai dernier, le DRAC est déployé en Afghanistan.



FELIN : une tenue repensée pour recevoir de nouveaux équipements

Développé par Sagem, FELIN est le nouveau système d'équipement individuel du fantassin, conçu dans le but de démultiplier à la fois les capacités de mobilité, de protection, de létalité, de communication et d'observation des combattants. En reliant les soldats d'une section à un système commun de transmissions de données, FELIN les inscrit dans un réseau entièrement numérisé, au cœur duquel se trouve le chef de section. Ce dernier est équipé d'un système d'information terminal du combattant débarqué (SITComDE), sorte de micro-ordinateur doté de capacités GPS (échange de données satellite) et de transmissions radio. Chaque soldat de la section porte une interface informatique ou calculateur, relié par radio au SITComDE. Il peut ainsi rester en contact avec ses camarades et son chef, et gérer les commandes de son armement individuel.



Comme par exemple la lunette d'arme de son fusil d'assaut qui, via un système d'optique intégré au casque et/ou à un écran fixé à la poitrine, lui permet de visualiser ce que « voit » son arme (sans avoir l'œil sur le viseur), ou encore ce que « voit » l'arme d'un autre soldat du réseau. Une évolution qui permet notamment le tir déporté. Quant aux jumelles à vision nocturne, elles peuvent recevoir en incrustation les ordres (messages, images) envoyés par le chef de section via son SITComDE et permettent la détection d'un char jusqu'à 9 km.

Pour intégrer ces nouveaux équipements, toute la tenue de combat a été repensée. Le FELIN allie un treillis plus ample (sans ceinturon et muni de nombreuses poches) à des protections (notamment casque et gilet pare-balles) plus ergonomiques. Dès septembre, le 1er Régiment d'infanterie de Sarrebourg en sera doté. Au total, la DGA a commandé 22 588 FELIN, que les dernières unités à être livrées recevront en 2015.

LTO : un réseau d'experts en capacités militaires



Co-piloté par l'état-major des armées et la Direction générale de l'armement (DGA), le laboratoire technico-opérationnel (LTO) aide le ministère de la Défense à faire les meilleurs choix en termes de capacités militaires. Constitué d'un réseau d'ingénieurs et de militaires répartis sur l'ensemble du territoire et activés selon les sujets d'expérimentation, le LTO est animé par le Centre d'analyse technico-opérationnelle de défense depuis Arcueil. Les services proposés par ce 'think-tank' couvrent un large éventail : accès aux retours d'expérience et aux connaissances opérationnelles et techniques, analyse de spécialistes de différentes disciplines des concepts d'emploi des armes et l'organisation des forces, tout un panel de simulations, sans oublier l'expérimentation réelle.

Depuis sa mise en place, en 2006, le LTO a permis de mener une douzaine de grandes expérimentations en matière de drones, de mise en œuvre des liaisons de données tactiques ou encore de combat aéroterrestre.



AFP

Winston Churchill à Caen, en juillet 1944.

Le Premier ministre anglais, Sir Winston Churchill, rencontre les troupes à Caen, le 23 juillet 1944. A droite, le général britannique Bernard Montgomery, commandant le 21^e groupe d'armées regroupant les forces terrestres alliées. Le plan initial des Alliés prévoyait la prise de Caen, un nœud de communications important, dès le 6 juin. Mais la capitale du Calvados ne sera complètement libérée que le 20 juillet. A l'issue de la bataille, qui oppose notamment les troupes britanniques et canadiennes aux divisions blindées SS dans des combats meurtriers, la ville est pratiquement rasée et les victimes civiles nombreuses. Caen libérée, les blindés alliés peuvent foncer vers la Seine et Paris.

Méfie-toi de ton ennemi

Dans sa façon de « construire » l'ennemi, la réflexion stratégique doit éviter de le diaboliser. Et préférer ajuster la politique de sécurité à la menace réelle qu'il représente.

S'il n'existait pas, il faudrait l'inventer ! » L'expression ne saurait mieux convenir au besoin de l'homme, inhérent à son ambition et à son désir de puissance, de se représenter un ennemi, en assumant le risque d'un affrontement mortel avec lui. Ne pouvant se concevoir sans ennemi, la guerre suppose l'évaluation préalable d'une menace, et participe d'une construction intellectuelle. L'affirmation identitaire et solidaire d'un groupe ne se fait pas seulement à partir d'un socle de valeurs communes et d'une culture partagée. Elle se forge à l'épreuve de l'altérité. L'Autre identifié comme ennemi est progressivement dépersonnalisé, jugé inassimilable et dangereux pour la communauté. Ainsi naissent des antagonismes irréductibles. Du Barbare des Grecs et des Romains à l'axe du Mal des États-Unis de George W. Bush, la construction idéologique et métaphorique de l'ennemi à des fins politiques semble un éternel recommencement.

Souvent fondée sur des présupposés erronés et des malentendus liés à de graves carences dans la connaissance et la communication, la perception de l'ennemi est pourtant loin d'être immuable : combien d'ennemis « héréditaires » devenus des

alliés « fidèles » ? Combien de « rebelles » ou de « terroristes » se sont mués en interlocuteurs respectables et respectés ? En se nourrissant des apports des autres sciences humaines et sociales, les historiens ont éclairé le rôle des identités, des imaginaires et des stéréotypes ; les processus de délégitimation et de fabrication d'un émotionnel haineux ; la distinction entre ennemis extérieur et intérieur, etc.

« Nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi ! » Réaliste jusqu'au cynisme, cet avertissement lancé dès 1987 par Gueorgui Arbatov, conseiller diplomatique de Gorbatchev, exprime



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

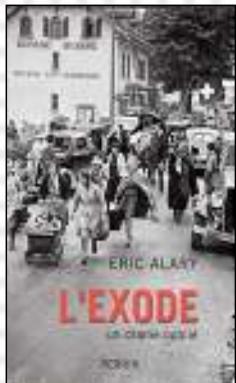
PIERRE JOURNOUD
chargé d'études à l'Institut de recherches stratégiques de l'École militaire (IRSEM).

maint une réalité implicite mise depuis lors en évidence par les historiens : la responsabilité d'un Occident soudé par un anti-communisme idéologique dans la naissance et le développement de l'affrontement Est-Ouest. La prophétie arbatovienne n'aura cependant pas fait long feu. Certes, la disparition du bloc soviétique, en 1989, a mis fin au long affrontement bipolaire de guerre froide et, avec lui, à l'existence d'un ennemi redouté mais connu : l'Union soviétique. Mais le vide stratégique ainsi créé n'a pas tardé à être comblé. Par le retour de conflits infra- ou interétatiques que la guerre froide avait un moment gelés. Par la réémergence sur la scène internationale de grandes puissances telles que la Chine, dont la modernisation de l'outil militaire peut inquiéter. Mais aussi et peut-être surtout par des menaces transnationales qui ont rapidement fait s'évaporer le rêve d'un nouvel ordre mondial et conduit le principal État victime de l'« hyperterrorisme » à renouer momentanément avec une vision binaire, manichéenne et contre-productive des relations internationales.

Aujourd'hui plus que jamais, la réflexion stratégique doit s'efforcer d'appréhender sans préjugés les processus qui sous-tendent la fabrique de l'ennemi. L'amalgame, la globalisation, la dénégation de la rationalité de l'Autre et sa diabolisation constituent autant de tentations que les responsables politiques et militaires gagneront toujours à combattre, avec le souci d'ajuster la politique de sécurité à une menace réelle, et non supposée ou instrumentalisée, sur les intérêts vitaux du pays.

On ne devrait jamais oublier, en effet, que la paix, comme la guerre, se fait avec son ennemi et que la déshumanisation de l'autre, outre qu'elle est aussi la nôtre, augmente considérablement la longueur et le coût du retour à la paix. ■

L'EXODE, Un drame oublié



L'exode de mai-juin 1940 a durablement marqué la mémoire nationale. Première synthèse exhaustive sur le sujet, cet ouvrage est le résultat de plusieurs

années de recueil de témoignages et de consultation d'archives. Éric Alary, chargé de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris, est l'auteur, entre autres, des *Français au quotidien (1939-1949)* et de la *Ligne de démarcation*.

Éric Alary, éd. Perrin, 465 p., 22€

1940. ET SI LA FRANCE AVAIT CONTINUÉ LA GUERRE ...



Et si l'armistice n'avait pas été signé ? Et si, après un ultime sursaut des responsables politiques, la guerre contre l'Allemagne et l'Italie s'était réorganisée à partir de l'Afrique du Nord ? Ces questions pour le moins surprenantes sont prises au sérieux par Jacques Sapir, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Elles fournissent la trame d'une histoire fictive qui, non seulement dessine ce qu'aurait pu être le rôle de la France pendant la seconde guerre mondiale, mais par contraste, souligne aussi la contingence des décisions qui scellèrent, le 22 juin 1940, la

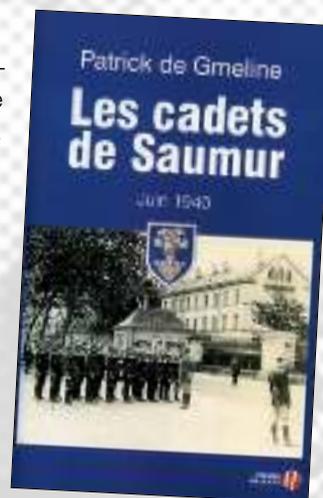
défaite de la France. Un ouvrage dans la lignée des exercices du « *What If?* » souvent pratiqués par les historiens anglo-saxons.

Sous la direction de Jacques Sapir, éd. Tallandier, 587 p., 26€

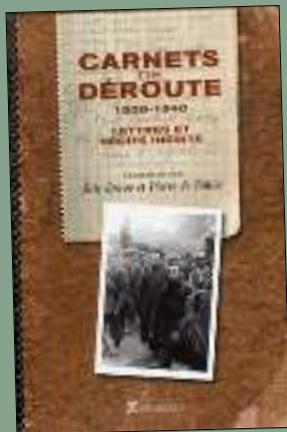
LES CADETS DE SAUMUR, Juin 1940

Malgré l'appel du maréchal Pétain à cesser tout combat à partir du 17 juin 1940, les élèves aspirants de l'École de cavalerie de Saumur tiendront jusqu'au 22 juin leurs positions défensives sur la rive nord de la Loire. Face à des forces très supérieures en nombre et en armements, équipés de leurs seules armes d'instruction, ils feront preuve d'un courage auquel les Allemands eux-mêmes rendront hommage. Patrick de Gmeline, dont l'œuvre historique a été régulièrement couronnée, notamment par l'Académie française, voit dans ce combat des « cadets » de Saumur le premier acte de résistance armée sur le territoire français.

Patrick de Gmeline, éd. Presse de la Cité, 396 p., 21,50€



CARNETS DE DÉROUTE, 1939-1940



Les *Carnets de déroute* rassemblent des centaines de lettres écrites « sur le vif » par les soldats français entre septembre 1939 et octobre 1940. Les récits des huit premiers mois soulignent l'ambiguïté de la « drôle de guerre » et trahissent les sentiments mêlés des mobilisés, de la confiance inébranlable dans la stratégie des états-majors à la peur de revivre la folie des tranchées.

À partir du 10 juin 1940, la stupeur, l'abattement mais aussi l'espoir d'un ultime retournement hantent toutes les lettres. Un ensemble de témoignages saisissants qui place le lecteur aux côtés des combattants.

Présentés par E. Deroo et P. de Taillac, éd. Tallandier, 223 p., 17€

100 000 MORTS OUBLIÉS

Du 10 mai au 25 juin 1940, plus de cent mille hommes se sont fait tuer pour défendre la France et l'Angleterre. Jean-Pierre Richardot, historien et ancien journaliste au *Monde*, bat en brèche l'idée d'une défaite sans combats.

Durant quarante-sept jours, en Ardennes, en Flandre, en Picardie, Français et Anglais se sont battus avec acharnement, perdant parfois jusqu'à quatre-vingt-dix pour cent des effectifs engagés. Selon l'auteur, cette lecture attentive des faits permet de saisir à quel point l'appel à la cessation des combats et la rupture avec l'Angleterre relevaient de la haute trahison.

Jean-Pierre Richardot, éd. Le Cherche Midi, 473 p., 18€

